

# ENSEMBLE, AVEC NOS DIFFÉRENCES

Volume 2 -- No 1 -- Mai 2022

**DE CONSEILLÈRE À MAIRESSE,  
UN BEL EXEMPLE**

---



**ENTREVUE**

**Avec Esther Lapointe,  
Groupe Femmes, Politique  
et Démocratie**



**PORTRAIT D'UNE ÉLUE**

**avec Mélanie Royer-Couture  
Mairesse de Saint-Ferréol-les-Neiges**



**LA PARITÉ UNE NÉCESSITÉ**

**Pascale Navarro  
Autrice et journaliste**

**AUSSI À LIRE- DOSSIER EN COURS**

**FEMMES EN POLITIQUE, CE QU'EN DISENT LES CHERCHEURES**

## POURQUOI VISER L'INCLUSION ET LA PARITÉ?

**MANON THERRIEN**

Présidente  
Réseau femmes et politique  
municipale de la Capitale-Nationale



Il apparaît difficile, même pour une organisation comme notre Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale, dévoué aux femmes, de pouvoir recruter sinon de compter sur la participation de femmes en politique municipale. Le Réseau a constaté, même en ses rangs, une faible présence sinon l'absence de femmes issues de la diversité ajoutant la nécessité de revoir les manières de faire pour que les femmes, de tous les niveaux de la société, se sentent davantage concernées ou mobilisées envers nos pratiques démocratiques et pour favoriser ainsi leur plus grande représentation au sein des comités consultatifs, des conseils de quartier, des conseils d'administration ou même dans les conseils municipaux.

C'est pourquoi on souhaite comprendre davantage la situation par des activités d'initiation et d'intégration visant à renforcer le vivre-ensemble et à valoriser les bienfaits d'une plus grande diversité grâce à l'implication accrue de toutes les femmes. La représentation et la participation des femmes à des niveaux décisionnels au sein des communautés et en politique municipale sont au cœur de nos préoccupations.

Sur le plan systémique, une réflexion est à faire sur la manière de communiquer ensemble, entre femmes et entre citoyen.ne.s, afin de favoriser des pratiques plus inclusives au niveau municipal. Une révision des structures, des pratiques et des modèles de politique d'égalité et plans d'action nous semble requise pour favoriser une vision plus grande de l'inclusion et de la diversité. Briser les barrières systémiques permettrait d'être plus inclusif et de favoriser une plus grande participation des femmes issues de la diversité, c'est-à-dire toutes femmes faisant partie de nos collectivités, vivant des différences sociales, et qui, pour des raisons que l'on ne connaît pas, se sentent moins interpellées.

### SITUATION DIFFICILE DURANT LA PANDÉMIE POUR LES FEMMES

Les femmes ont été impactées par la COVID-19 à divers niveaux. Occupant une bonne partie des emplois de services liés à la santé et à l'éducation, l'adaptation au télétravail et le confinement à la maison ont entraîné des conditions de travail difficiles dans un contexte où déjà la conciliation travail-famille n'est pas évidente en politique. Les femmes de notre bassin potentiel de recrutement et d'implication étaient isolées sinon fort occupées. Créant un contexte où il est difficile pour recruter des femmes, où les femmes qui pourraient être intéressées se retrouvaient confinées, nous devons redoubler d'ardeur et surtout nous avons dû nous doter d'outils de communication Web qui nous permettent de briser les barrières de la distance et les rejoindre. Maintenant que le déconfinement semble s'annoncer, il faut reprendre notre travail sur le terrain afin de convaincre celles qui, en raison des barrières systémiques, et le contexte pandémique avaient décidé de rester à l'écart, devant répondre à des obligations familiales et professionnelles (école à la maison, maladie, télétravail ou milieu surchargé par la nature de leur travail) lourdement affectées par la crise sanitaire. L'appauvrissement auquel les femmes font face à cause de leurs milieux précaires et une offre de services impactée par les mesures sanitaires et gouvernementales ont certainement eu un effet sur le désir et les moyens d'implication sociale.

### PARITÉ TOUJOURS À ATTEINDRE!

La pandémie a aussi eu un impact sur nos activités de recrutement pour les élections 2021. À un moment crucial pour préparer et assurer l'accompagnement et le recrutement des élues et femmes intéressées par la politique municipale, il a fallu repenser et adapter nos manières dans le respect des directives gouvernementales de cette crise pour

rejoindre les femmes. La parité demeure difficile à atteindre. On compte 36,4% des femmes élues au Québec et 34,3% dans la région de la Capitale-Nationale. Selon l'analyse des statistiques du Réseau, réalisées à partir du résultat des élections et données publiées par Élections Québec, on compte 38% de conseillères élues et 14% de mairesses. Deux municipalités sur le territoire comptent aucune femme au sein de leur conseil.

## UN ÉTAT DE LA SITUATION POUR LA CAPITALE-NATIONALE ET SES RÉGIONS

La réalité et le vécu sur le terrain du territoire de la Capitale-Nationale diffèrent grandement entre la métropole, Montréal, où plusieurs groupes de femmes racisées, issues de la diversité, sont davantage actifs et Québec, la Capitale, qui accueille davantage de nouveaux arrivants et immigrants, versus les municipalités plus éloignées des grands centres. Dans les milieux ruraux, la diversité a un autre visage celui des exclues pour d'autres considérations tels l'âge, l'isolement, le statut socio-économique, les capacités physiques ou mentales, etc. D'emblée, il est impératif d'avoir un portrait de la situation sur tout notre territoire. Un bilan des statistiques parlantes pour notre projet est fait, suivi de nos propres statistiques issues de notre propre démarche. Afin d'avoir une meilleure compréhension et d'approfondir nos connaissances de la relation entre les citoyens et leurs municipalités, face au système politique en place, une enquête sous forme de sondage présentera deux volets : un auprès des organismes communautaires qui desservent la population et travaillent avec les exclues, et un second auprès des gestionnaires, et dirigeants des MRC et municipalités et des élu.e.s municipaux.

Les travaux entourant notre projet ***Je m'implique dans ma municipalité*** sont bien démarrés. Cette édition de notre magazine y présente d'ailleurs une partie des recherches et réflexions menées qui nous permettront des assises

théoriques et statistiques solides et représentatives de la situation dans notre région. Il est important de se donner un portrait actuel pour identifier les obstacles et les freins à la participation citoyenne pour par la suite mieux travailler ensemble, hommes et femmes, dans l'atteinte d'une plus grande parité au sein de nos mécanismes consultatifs et nos instances décisionnelles.

## VERS DES POLITIQUES D'ÉGALITÉ VISANT LA PARITÉ, L'ÉQUITÉ, L'INCLUSION ET LA DIVERSITÉ

En parallèle à cette démarche, le Réseau souhaite revisiter ses politiques d'égalité et ses activités d'accompagnement. Par ce projet, le Réseau souhaite se nourrir en information pour mieux accompagner les élu.e.s et les fonctionnaires municipaux des MRC dans la compréhension non seulement des enjeux de parité, mais aussi d'inclusion, de diversité et d'équité. Tout cela en vue d'augmenter l'impact décisionnel des femmes, notamment dans la transformation de l'environnement de la vie municipale, de manière à ce que les femmes, de toutes origines, s'y engagent davantage, s'y investissent et s'y maintiennent! Cette démarche va permettre de revoir notre manière de penser l'égalité par l'inclusion tout en considérant la diversité, réviser et compléter l'offre d'accompagnement pour la rédaction de politique d'égalité et d'inclusion et la réalisation des plans d'action qui en découlent. On garde aussi la porte ouverte pour d'autres outils d'accompagnement ou d'initiation touchant l'Analyse comparée des sexes et la gestion de la diversité culturelle.

Notre Réseau croit que grâce à la parité et à l'équité, nos villes et municipalités auront une vision plus réaliste du monde dont on fait tous et toutes parties. L'enrichissement humain passe par des prises de conscience et surtout par l'implication accrue des femmes à des niveaux décisionnels.



C'EST POURQUOI NOUS OFFRONS À NOUVEAU NON SEULEMENT AUX MRC MAIS AUSSI AUX MUNICIPALITÉS QUI LE DÉSIRENT, DE LES ACCOMPAGNER DANS L'ADOPTION DE POLITIQUES D'ÉGALITÉ ET D'INCLUSION OU SI CE N'EST PAS DÉJÀ FAIT, DE RÉALISER DES PLANS D'ACTION POUR FAIRE VIVRE L'INCLUSION SUR LE TERRAIN ET PRÉPARER DÈS MAINTENANT LA RELÈVE DE CANDIDATES FÉMININES POUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS TOUT EN FAVORISANT UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION PARITAIRE AU SEIN DE COMITÉ CONSULTATIF ET DES GROUPES DE TRAVAIL SUR LE TERRITOIRE DE LA CAPITALE-NATIONALE.

C'EST ENSEMBLE QUE PAR UNE PRÉSENCE ET IMPLICATION ACCRUES DE FEMMES DANS NOS MUNICIPALITÉS QUE NOUS POURRONS CONTRIBUER PLEINEMENT À MODIFIER ET ADAPTER LA SOCIÉTÉ DE DEMAIN À NOS BESOINS ET RÉALITÉS.

# DE CONSEILLÈRE MUNICIPALE À MAIRESSE, UNE ÉLUE QUI S'EST LAISSÉ GUIDER PAR SES IMPLICATIONS SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

**MÉLANIE ROYER-COUTURE**

**Mairesse de Saint-Ferréol-les-Neiges**



Après quatre années comme conseillère municipale, Mélanie Royer-Couture a pris la relève de Paryse Cormier, mairesse sortante de Saint-Ferréol-les-Neiges, qui l'avait recrutée comme conseillère et qui considérait qu'elle avait l'étoffe comme candidate à la mairie. Ayant aussi été administratrice du Réseau pendant plus d'un mandat, c'est fièrement qu'elle a accepté de nous parler de son cheminement et de son quotidien de mère, mairesse et travailleuse sociale

« Je me disais non, je ne pourrais pas, mais au fil du temps, tu apprends les rouages, comment ça fonctionne. C'est dans la dernière année de mon mandat comme conseillère que les morceaux du casse-tête se sont imbriqués et je me suis dit pourquoi pas. Je me sentais mûre pour d'autres défis et m'impliquer davantage. J'ai eu beaucoup d'encouragements. J'ai été chanceuse et j'ai un conjoint qui croit en moi, qui m'accompagne là-dedans. Je pense que ça prend ça quand on est parents, on ne se le cachera pas les femmes et les hommes n'ont pas la même réalité ».

Après un retour aux études durant lequel elle a donné naissance à son 4e enfant, la bachelière en travail social déménage sur la Côte-de-Beaupré. À son arrivée à Saint-Ferréol-les-Neiges, Mélanie Royer-Couture s'implique. Tout en développant son réseau, par son implication comme présidente à la Maison de la famille, de fil en aiguille, c'est par les milieux communautaires qu'elle s'intéresse à la politique municipale.

« C'est ma participation à des conseils d'administration qui m'a permis d'être initiée au niveau du communautaire. En suivant mes études, j'ai fait du travail de rue. Puis j'ai eu l'idée d'un projet citoyen et j'ai contacté ma municipalité et j'ai été en lien avec le directeur des loisirs et ce projet est devenu une OBNL qui s'appelle l'Entraide-Don. Ensuite j'ai créé une friperie d'entraide et solidaire qui se voulait un lieu d'échange et qui dure depuis 2016. Ce n'était pas juste pour les gens démunis, mais aussi pour le côté écologique et les occasions d'échange dans mon voisinage ».

C'est alors que Paryse Cormier, celle qui a occupé le poste de mairesse bien avant elle, la recrute dans son équipe et l'initie au monde municipal. La gestion d'une municipalité comme Saint-Ferréol-les-Neiges implique certaines priorités pour la qualité de vie des citoyens-nes. Cela a alimenté la passion de la travailleuse sociale qui, une fois devenue conseillère municipale, s'est vite appropriée les dossiers sur la table.



## LA MIXITÉ PLUS FACILE À ATTEINDRE QUE LA PARITÉ

Une fois la décision prise, en prévision de la campagne électorale à affronter, Mélanie s'est bâti une équipe de six conseillers, 2 femmes et 4 hommes, qui ont tous été élu.es. Elle aurait aimé avoir la parité, mais elle mise sur une certaine mixité afin de pouvoir bien représenter sa communauté en s'assurant d'avoir des représentants à l'image de la réalité sur son territoire. Il y a l'Est et l'Ouest. Et à l'Ouest, ce sont les touristes, les résidences secondaires, les gens qui viennent à la retraite qui ne vont pas nécessairement s'impliquer dans la municipalité. Et à l'Est, ce sont les gens natifs de la place, de génération en génération, qui peuvent être davantage réfractaires au changement constate-t-elle.

« On ne se le cachera pas, on ne court pas pour venir faire de la politique. Ce n'est pas si populaire que ça et c'est difficile de recruter des femmes. J'ai des gens de tous âges. C'est très linéaire et très polarisé. C'était important pour moi d'avoir dans les districts des gens représentatifs de leur milieu. J'ai rajouté mon conseil avec 3 personnes dans la trentaine et j'ai des personnes de 50 et 60 ans ».

Pour elle, ce n'était pas nécessaire que les membres de son équipe pensent comme elle, mais qu'ils fassent preuve de gros bon sens et d'un bon jugement pour le bien-être de la communauté. « Je leur ai dit où on en était et qu'on ne pouvait pas réinventer la roue étant donné qu'il y avait déjà des dossiers dans les cartons. En plus, on était dans un contexte pandémique. On avait un projet de rénovation d'une bâtisse communautaire qui abritait les bureaux de la ville et la bibliothèque et aussi les services de garde de l'école d'en face et le cercle des fermières ».

Ce projet de 2 millions \$ qui favorise la qualité de vie des citoyens-nes s'ajoute aux autres projets déjà initiés par le conseil précédent. « Un autre projet est l'approvisionnement en eau potable. On a des puits, on ne manque pas d'eau, mais pour pouvoir offrir de nouveaux projets de développement, il fallait trouver d'autres sources d'eau. On est assez populaire à St-Ferréol, on est une destination de choix pour venir s'établir chez nous. C'est aussi pour les personnes déjà établies pour avoir un taux de taxation stable, car si tu es toujours en boucle fermée, tu es obligé d'augmenter les taxes ».

## CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE, LES RÈGLES PEUVENT ÊTRE CHANGÉES POUR FAVORISER UNE PLUS GRANDE QUALITÉ DE VIE

Son rôle de mairesse amène beaucoup de représentations. Elle doit participer à plusieurs comités. Afin de garder le fil et de ne pas être embourbée, elle réserve des plages horaires comme le lundi soir pour les séances de travail, les conseils municipaux ou pour le caucus. Les mercredis soirs sont réservés pour les MRC avec les autres maires, où elle est la seule élue femme.

« En plus, j'ai un autre emploi dans un programme d'aide aux employés d'un service social. Ça prend un bon partenaire. Je suis là quand les enfants partent pour l'école. Ils viennent dîner à la maison. Les soirs sont occupés. Ils sont habitués. C'est un travail atypique. Ma réalité c'est que j'ai 4 enfants dont une ado de 18 ans. Je porte souvent le chapeau de la travailleuse sociale et je me porte à la défense d'une cause ou je revendique. C'est certain que ça influence mes enfants ».

Comme nous raconte Mélanie, en tant qu'élue et mairesse, ton contexte social en est teinté tout en influençant le quotidien de tes proches. Tes enfants ne veulent plus aller à l'épicerie avec toi parce que tes concitoyens t'arrêtent pour te parler de choses qui les préoccupent. Ton conjoint se fait appeler « Monsieur la mairesse ». Il arrive même qu'une connaissance vous questionne durant une activité personnelle un vendredi soir en abordant des dossiers municipaux. Pour les enfants à l'école, il y a tout à coup un engouement des profs et des élèves qui voient dorénavant ta fille comme la fille de la mairesse. Mais, son travail fait la fierté de tous les membres de sa famille.

## GESTION PARTICIPATIVE – BUDGET

Un autre gros dossier commencé par l'ancienne administration dont elle faisait partie est la réalisation d'une étude de la structure organisationnelle de l'administration de la ville. En pleine croissance, ces ressources étaient essouffées. Avec les résultats de l'étude, son conseil a décidé d'engager de nouvelles ressources. Lorsqu'on la questionne sur son travail de mairesse, elle rappelle que ce n'est pas elle qui octroie les contrats. Elle discute avec le directeur général et le trésorier pour voir si les projets avancent bien et après elle rapporte ça au conseil municipal.

Selon Mélanie, ce sont aux élu.e.s de créer l'ambiance. Tout le monde doit se respecter et a droit à son opinion. En guise d'exemple, elle donne la récente hausse de taxes au dernier budget de sa municipalité. « C'était gros et on était un peu mal à l'aise, mais on savait que c'était ce qu'il fallait faire pour l'assainissement des finances. On en a discuté et je voulais les opinions de tout le monde, car on va défendre le budget devant la population ».

« MON RÔLE DE MAIRESSE, C'EST DE TRANCHER AU BESOIN, MAIS JE SUIS TEINTÉE DE MON RÔLE DE TRAVAIL SOCIAL. JE FAIS DE LA GESTION PARTICIPATIVE ET JE M'ASSURE QUE TOUT LE MONDE A DE LA PLACE POUR PARLER. JE VAIS RASSEMBLER LES IDÉES, SYNTHÉTISER ».

MÉLANIE ROYER-COUTURE



## SON DÉSIR COMME ÉLUE : DEMEURER À L'ÉCOUTE ET PROCHE DES GENS

« Je pense que c'est d'être à l'écoute, d'être proche des gens. Je décris humblement des qualités que j'ai. Mais je vois que ça fonctionne. Je n'ai pas la personnalité typique, je suis simple. C'est ce que les gens recherchent. Ça permet une certaine accessibilité et on se reconnaît en la personne et la normalité. Je ne veux pas être au-dessus des gens, je suis transparente et j'ai un rôle différent »

L'authenticité dans un lieu décisionnel où selon elle, les jeux de pouvoir n'ont pas leur place, voilà ce qui complète les qualités qu'elle nous énumère promptement avec une grande franchise.

## QUAND L'OPPOSITION DES CITOYENS SE POINTE, ELLE APPLIQUE LA LOI DU GROS BON SENS

Le leadership selon elle, c'est de pouvoir trancher, d'avoir toutes les informations et d'être en position pour prendre les bonnes décisions. « C'est la règle du gros bon sens. Mon rôle est de réfléchir au mieux pour tous. Ça n'a pas sa place non plus d'y aller juste pour soi-même et de vouloir absolument que notre opinion gagne. Cette attitude me sert et ce n'est pas facile de dire non à certaines requêtes des citoyens ».

Elle aimerait bien changer cette mauvaise presse de la politique qui est souvent à l'origine de l'attitude négative des gens, c'est le petit côté négatif qu'elle aimerait changer. « Quand le citoyen se présente au conseil municipal, vient poser ses questions et expose un historique d'informations, souvent incomplètes, qui proviennent de partout, pas juste dans notre municipalité. On dirait que le citoyen vient s'opposer, car il a peur de se faire avoir. Les gens arrivent déjà réticents et sur leurs gardes. Des fois, c'est blessant car je pense que je fais pour le mieux ».

La pandémie a eu des avantages pour les gens qui ne pouvaient pas se déplacer ou n'avaient pas le goût de se déplacer et qui se connectaient en virtuel et restaient chez eux. Selon elle, cela a aussi eu pour effet de provoquer une série de questions lors de son conseil municipal. Les gens voulaient être informés. Aussi, considérant l'historique de sa municipalité, elle constate que les citoyens ont toujours participé au conseil municipal et viennent poser des questions. Elle trouve cela sain que les gens s'intéressent aux questions municipales et participent.

Selon elle, c'est davantage le côté inconnu du municipal et de la politique qui est imprévisible. La pandémie a eu des effets négatifs sur la circulation de l'information. Pour un moment, il n'y avait plus rien en public et il fallait faire un effort pour aller chercher l'information. « Tout était en visioconférence. C'est l'image publique de la politique et beaucoup de monde se dit que c'est beaucoup de chicane. Je peux t'assurer que si j'avais pesé le pour et le contre, je ne me serais jamais embarquée là-dedans. Je serais passée à côté d'une belle expérience où j'ai beaucoup de plaisir ».



LE MESSAGE QUE JE VEUX DONNER C'EST QUE LE SYNDROME DE L'IMPOSTEUR, ON L'A TOUTES. C'EST TYPIQUEMENT FÉMININ. AU DÉBUT, JE ME REGARDAIS ET JE ME DISAIS QUE JE N'AVAIS PAS L'AIR D'UNE MAIRESSE. MAIS ÇA L'AIR DE QUOI UNE MAIRESSE ? »

MÉLANIE ROYER-COUTURE

## LE SAVOIR-ÊTRE ET DES COMPÉTENCES PARTAGÉES

Sur le plan des compétences, Mélanie ne s'en fait pas, car elle croit en la gestion participative qui favorise l'apport de tous. Cela lui enlève un poids sur les épaules car elle a des experts à portée de la main pour gérer tout ça. « J'ai un directeur général et un comptable-trésorier et c'est un jeu de confiance, car je n'ai pas étudié là-dedans. Les experts nous expliquent et nous aident mon conseil et moi à prendre les décisions ». Ça prend du savoir-être pour toutes les relations publiques à faire dans les entrevues, les rencontres les citoyens, l'animation des rencontres, les réunions de citoyens en opposition avec un promoteur, etc.

### Équipe de production

Rédactrice en chef, recherche, rédaction, mise en page

Lise Pilote

Recherche, rédaction, corrections

Anne-Marie Asmar

Michèle Dumas-Paradis

Manon Therrien

Graphisme et photographie

Annie Bolduc, Axe Création

Gilles Fréchette (photo Colloque)

Martine Doucet (photo de Pascale Navarro)

Nicola-Frank Vachon (photo de Esther Lapointe)

Mélanie aimerait faire plusieurs mandats. « Tant que ça va m'animer et que je vais pouvoir apporter quelque chose pour le bien commun, j'aimerais continuer. Je ne veux pas devenir amère ou blasée. Si je vois qu'il y a une levée de boucliers, je ne vais pas m'acharner. Dans certaines municipalités, c'est le même maire depuis des années et ça fonctionne bien », constate-t-elle. Elle termine par un message lancé aux femmes à s'impliquer et éventuellement à se présenter en politique municipale : « Je pense qu'il ne faut pas se laisser mener par notre égo », conclut-elle. « Ça se peut qu'on se trompe, ça se peut qu'on ne le sache pas et c'est humain. Il y a des questions auxquelles je ne peux pas répondre, je ne connais pas tous les programmes, mais je m'engage à ce que le citoyen ne obtienne une réponse d'un expert sur la question. Le message que je veux donner c'est que le syndrome d'imposteur, on l'a toutes. C'est typiquement féminin. Au début, je me regardais et je me disais que je n'avais pas l'air d'une mairesse. Mais ça l'air de quoi une mairesse ? »



Photo Martine Doucet

## AU-DELÀ DES OPINIONS, UNIR LES VOIX POUR RÉCLAMER L'ÉGALITÉ DE REPRÉSENTATION ET RELEVER LES ENJEUX POLITIQUES

AVEC PASCALE NAVARRO

Autrice et journaliste

Pascale Navarro est une journaliste dont les travaux de recherche et les publications menées sur la parité en politique captent l'attention et suscitent la réflexion face à un système patriarcal bien établi et des pratiques en politique incrustées. L'autrice ose remettre en question l'égalité des pratiques. Soulignons que ses travaux et ses prises de position lui ont valu en 2017 le Prix du gouverneur général pour sa contribution à la promotion de l'égalité des sexes au Canada. Dans deux de ses récents livres, *Les femmes en politique changent-elles le monde?* (2010) et *Femmes et pouvoir : les changements nécessaires, plaidoyer pour la parité* (2015), Pascale Navarro lance un message de ralliement pour changer la répartition du pouvoir : « Plutôt que de travailler chacune de leur côté, les femmes doivent unir leurs voix pour réclamer l'égalité de représentation. Quelles que soient leurs opinions sur des enjeux plus polémiques, toutes y gagneront ». Pour elle, les inégalités existantes dans les représentations politiques et décisionnelles et l'absence de parité entre les hommes et les femmes créent un profond déficit. Nous l'avons rencontrée pour entendre ses positions et comprendre davantage les conclusions tirées de sa démarche.

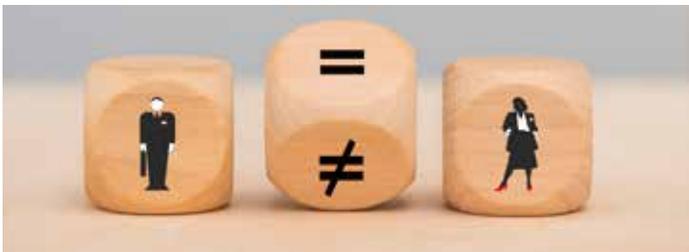
### LE FÉMINISME QUÉBÉCOIS, UNE VISION QUI A ÉVOLUÉ AVEC LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS DE FEMMES

Après avoir traversé différentes vagues au Québec, comme le dit l'adage, Pascale Navarro trace le chemin parcouru et partage sa vision de l'évolution du féminisme. Dans les années 70, c'était l'effervescence, dans les années 80, la consolidation avec beaucoup de prise de conscience d'une certaine répercussion dans la vie des hommes et des femmes. Une certaine méfiance envers des changements s'est alors imposée dans les institutions. Dans les années 90, il y a eu ce qu'elle appelle « un ressac », où l'on affirmait : « non, non et non, les femmes se plaignent pour rien, ce n'est pas si pire ». Ce déni a mené jusqu'aux années deux mille. Ce sont par la suite les filles et les petites filles des féministes des années 70 qui ont repris la bataille en apportant avec elles leurs convictions. Selon elle, cette nouvelle génération de féministes ne voulait plus garder le silence ni se faire discriminer. Plus que ça, elles ont amené la lutte au-delà de la question femmes/hommes, c'est-à-dire qu'elles ont fait comprendre que c'est plus qu'une question de rapport entre le féminin et le masculin, c'est une question d'évolution de la société. « C'est le féminin qui doit prendre plus de place. C'est plutôt une autre vision des choses qui doit s'imposer, sinon, en tout cas, une vision que l'on doit permettre d'exister. Et en politique, c'est tout un défi parce que je n'ai pas besoin de vous le dire : c'est une construction tellement patriarcale que changer ça, ça représente un énorme travail ». Si Pascale Navarro croit que ça ne va pas changer du tout au tout d'un coup, elle note quand même, en ce moment, une accélération du changement. « Qu'est-ce que ça va donner concrètement, j'ai hâte de voir, mais à nous de ne pas échapper le ballon ».

## L'APPORT SIGNIFICATIF DES RÉSEAUX DE FEMMES

Comme notre Réseau qui croit important que les femmes s'inscrivent dans les milieux décisionnels et participent à la vie démocratique, l'idée que les réseaux de femmes peuvent aider à amener plus de femmes en politique au-delà de la personnalité a son effet.

Pascale Navarro croit que c'est la force du groupe qui importe : « À mon avis, je ne vois pas de meilleur soutien à une femme qui veut se porter candidate que celui d'autres femmes qui vont l'appuyer en dépit de leurs différences d'opinions. Le collectif dans ces cas-là est un puissant appui. Plus il y en aura, plus les femmes vont se sentir en confiance pour se présenter ». Plus que de donner confiance, ces appuis entre femmes leur donnent une raison de faire de la politique et de se présenter. À l'exemple des façons de faire des hommes, qui s'appuient et se tiennent ensemble, la création d'un parti ou d'un réseau de contacts permet de se connecter autour d'un ou d'une leader, de se réunir autour de valeurs communes, de défendre ensemble des droits, des dossiers sociaux. Un réseau de femmes permet aussi de défendre la cause féminine ensemble.



Face à la difficulté des institutions à changer les systèmes de l'intérieur, le financement et l'appui aux réseaux et groupes de femmes permettent de réaliser des projets qui font évoluer les institutions et favorisent des changements et des manières de faire plus durables. Cela explique peut-être que plus de femmes se présentent en politique. Cependant, pour ce qui a trait au système politique en place, Pascale Navarro croit qu'on doit faire plus pour bonifier les pratiques démocratiques en place : « Je pense quand même que le système politique et sa configuration ont besoin d'être modifiés et je pense qu'on n'est pas là encore, alors les réseaux de femmes sont une nécessité ».

Les changements requis demandent une volonté politique et les institutions ne sont pas prêtes à faire ces changements. Un peu comme un « Boys's Club » qui a marqué les manières de faire en politique, comme le dénonce Martine Delvaux dans ses publications, les femmes ont compris qu'ensemble elles peuvent avoir un plus grand impact.

« JE PENSE QUAND MÊME QUE LE SYSTÈME POLITIQUE ET SA CONFIGURATION ONT BESOIN D'ÊTRE MODIFIÉS ET JE PENSE QU'ON N'EST PAS LÀ ENCORE, ALORS LES RÉSEAUX DE FEMMES SONT UNE NÉCESSITÉ ».

PASCALE NAVARRO

En réponse à ce qui a fait défaut jusqu'à maintenant, aujourd'hui les choses sont en train de se réparer un peu et plus de femmes sont présentes. Quelque part, parce qu'on côtoie des femmes qui ont de l'expertise, des femmes qui ont de l'expérience, tout ça constitue un lien direct avec les

besoins de la population et une plus grande représentation des femmes. Ces dernières sont mieux représentées et on vise l'établissement d'un équilibre vers l'atteinte de la parité. Les Réseaux donnent ainsi une force de représentation et initient des changements sur la place publique.

## LA SOCIALISATION DIFFÉRENTE DES FEMMES : UN FREIN IMPORTANT QUI POURRAIT ÊTRE MINIMISÉ EN LEUR RÉSERVANT PLUS DE PLACE

Selon Pascale Navarro, pour ce qui a trait à la variable femme, l'égalité ou la parité, la réalité est tributaire de beaucoup de choses qui doivent changer en amont. Encore aujourd'hui, la charge sociale des femmes et mères affecte leur autorecrutement. « Principalement les femmes qui ont des familles, des parents à charge, et un travail, un job. Ça leur fait trois affaires : vie de famille, soin aux autres, son travail et la politique par l'occupation de son poste d'élue. Alors c'est certain qu'il va y avoir moins de femmes. Les femmes vont y penser à deux fois avant de se lancer ».

Selon elle, deux éléments sont à considérer envers l'accès donné aux femmes en politique: la non-reconnaissance d'une socialisation différente et leur absence historique de la place publique. Au-delà du droit de vote, le poids de la socialisation justifie l'importance de faire plus de place aux femmes. « Si tu fais de la place aux femmes, on a plus de chance qu'elles se sentent en droit de figurer parmi les élu.e.s., en droit d'être candidate. À cause de leur socialisation, c'est très difficile pour elles

de se projeter dans un poste d'élu.e ou un poste de leader ». En guise d'exemple, lorsque des postes se libèrent, les hommes sont les premiers à se présenter. Ils sont habitués à ce genre de rôle. Pour eux, cela ne fait aucun doute qu'ils ont le droit d'y être. Pour les femmes, c'est différent. Elles ne s'y voient pas d'emblée, car la socialisation féminine freine leur ardeur. Lorsqu'on pense et affirme qu'elles n'ont qu'à se présenter et qu'il n'y a pas de discrimination, on fait erreur! Une analyse féministe va confirmer les méfaits de la socialisation. « C'est pourquoi, il faut faire une place claire aux femmes: c'est-à-dire annoncer et publiciser, et moi je dirais légiférer, pour réserver des sièges à des femmes. Lorsque les femmes vont entendre par la suite parler d'élections, elles vont se dire, il y a une place pour moi ».

Cette réservation de sièges aux femmes peut être incarnée de différentes façons, par une règle municipale, avec une mécanique à définir, ou sous forme d'amendement à la loi municipale exigeant que les conseils municipaux se

plient à la nouvelle règle. Il sera toujours temps de céder les sièges vacants aux hommes. Par ce possible premier pas vers la parité, la société va envoyer un message pédagogique, éducationnel, politique et public à notre société qui se veut démocratique. « C'est important que les femmes soient autour de la table, c'est ça le message principal qui sera alors envoyé ».

### SOCIALISATION, IMAGE PUBLIQUE ET MAUVAISE PRESSE DE LA POLITIQUE, UN FREIN POUR LES FEMMES

D'autres freins à la participation des femmes en politique sont les attaques à leur image publique et les confrontations futiles qui n'ont rien à avoir avec les dossiers qu'elles défendent ou avec leur travail d'élu.e. « Si on revient à la question de l'image qui est liée à la socialisation des femmes, c'est-à-dire à devoir projeter une image consensuelle, il faut que les femmes apprennent à vivre avec ça aussi. Il faut qu'elles apprennent à vivre avec le fait de dire non, de ne pas projeter une image parfaite, etc. Et si les gens font des remarques, si les journalistes le relèvent, c'est leur problème », poursuit Pascale Navarro. Elle cite les exemples d'Agnès Maltais, ancienne députée et ministre, et Pauline Marois, ancienne première ministre du Québec, qui ont toutes deux, témoigné de commentaires négatifs sur leur image.

On note tout de même un changement de mentalité. On peut ici aussi citer l'exemple de Catherine Dorion qui n'a pas craint de changer l'image de la députée traditionnelle malgré les opinions opposées et les désaccords. Parfois avec exubérance, elle a confronté les modes établies et tenté de faire accepter une certaine différence. C'est représentatif de cette nouvelle génération. Les jeunes femmes ont plus confiance en leur capacité. Elles ne sont pas parfaites comme il y a des hommes politiques imparfaits, et c'est correct aux yeux du public.

Face à l'accroissement de commentaires, d'opinions sévères et d'attaques publiques par le biais des médias sociaux, beaucoup d'hommes et de femmes affirment leur appréhension et une peur de publications injustifiées portant atteinte à leur image. Bien que des situations extrêmes soient dénoncées, ce phénomène ne fait pas que freiner les candidatures, il est à l'origine de malheureux départs de la vie publique et politique. Comme journaliste, Pascal Navarro est sensible à l'importance du respect des personnalités publiques et la peur qui règne actuellement sur plusieurs élu.e.s. « C'est vrai que les femmes ont peur de ça. On voit beaucoup de formations et de séances d'information sur ce sujet menant à un grand travail de pédagogie. Ça peut causer des maux de tête, faisant vivre aussi des situations extrêmement difficiles, extrêmement lourdes, mais je crois que les femmes et les hommes à qui ça arrive ont compris qu'ils ont des recours. On dirait que les gens se sont éduqués à ne pas tolérer certaines choses ».

## LA FORMATION DE PARTIS PARITAIRES, UNE SOLUTION PORTEUSE POUR LES ÉLUES

Et au municipal, est-ce que les femmes auraient plus de chance en politique ? Pas réellement et ça n'amène pas plus de femmes croit Pascale Navarro. « Il y a une espèce de mythe autour de la politique municipale, comme quoi elle serait plus accessible pour les femmes. Ce n'est pas plus accessible, mais plus pratique pour les femmes qui font de la politique municipale d'occuper leur fonction. Ce n'est pas si vrai que ça que la politique municipale est plus proche des femmes. Si c'était le cas, les chiffres le démontreraient, alors que les chiffres ne le montrent pas ».

S'il y a eu une augmentation du nombre de femmes dans les grandes villes, ce n'est pas le cas en région et dans les petites municipalités. Dans la Capitale-Nationale, on compte même deux municipalités sans aucune élue. Pour Pascale Navarro, ce qui a fait la différence au cours des dernières élections, c'est que les grandes villes se sont dotées de partis qui se sont efforcés de présenter des équipes paritaires. C'est connu que les femmes ont besoin d'être sollicitées avant de se porter candidate. Se lancer seule est difficile, démotivant, freinant pour leur implication. Se présenter en équipe ou joindre un parti aide. Sachant que les municipalités de moins de 5 000 habitants n'ont pas le droit de fonder des partis, la réalité sur le terrain pour plusieurs n'est pas favorable au recrutement de femmes. Selon Pascale Navarro, c'est la présence de partis ou de petites équipes qui fait une différence, mais à la fois, l'absence d'un véhicule pour faire la promotion de la valeur de la parité ou de l'égalité renforce cette inégalité. « Chacun individuellement peut être égalitaire ou pour la parité, mais si dans la structure, s'il n'y a rien qui oblige un minimum de candidates, ça n'arrivera pas tout seul » affirme-t-elle. Ajoutons à cela le manque de candidatures et les nombreuses élections par acclamation, un déficit démocratique est évident et fait de l'accès aux femmes un grand mythe.

« Les partis politiques ont leur part à faire. C'est vraiment par là que les femmes sont le plus recrutées », affirme-t-elle. Les femmes ne viennent pas d'elles-mêmes en politique, du moins, pas autant que les hommes. Aussi leurs présences et implications dans les organismes communautaires ou les organismes sociaux font que c'est souvent par ces groupes qu'elles arrivent en politique. Quand cela est possible, les femmes doivent miser sur les partis qui semblent fournir des véhicules intéressants principalement pour les femmes qui n'oseraient pas se présenter seules. Pascale Navarro propose comme solution que dans les plus petites municipalités, les femmes se présentent en équipe : « À ce moment, elles se donnent la force, une assise, un appui, du soutien, et si l'une d'elles est élue, les autres pourront être là pour elle pour la supporter. C'est une façon de dépasser ses peurs, de se donner confiance, de créer des alliances ».

Les partis en politique municipale peuvent être un très bon moyen pour faire de la politique. En plus d'y trouver du soutien, les partis offrent un réseau pour les appuyer, des valeurs auxquelles les candidates peuvent s'identifier, un cadre aussi dans lequel elles pourront agir. Elles vont sentir qu'elles ont de l'influence, qu'elles ont un rôle à jouer. Pascale Navarro cite le résultat d'études menées par Manon Tremblay et Anne Mévellec de l'Université d'Ottawa, qui ont démontré qu'il y a clairement une adéquation entre le fait d'avoir plus de femmes en politique et la présence de partis politiques. Ces derniers offrent aux femmes un soutien avant, pendant et après l'élection, parce que les partis demeurent actifs sur une base régulière. À l'exemple de Projet Montréal dans la métropole, le parti est là, même entre les élections, offrant des activités, une vie associative, et il contribue aussi à la rétention.



## FEMMES AU POUVOIR POUR EXERCER UN POUVOIR DE FEMMES

En concluant notre échange, Pascale Navarro nous a partagé quelques mots sur ces projets d'écriture en lien avec les femmes et la politique. Cette fois-ci, elle souhaite travailler sur la manière dont les femmes assument leur pouvoir de femmes en politique : « C'est-à-dire assumer publiquement et politiquement ce qu'on peut changer. On le change parce qu'on est des femmes, et ce sont des sujets qui touchent les femmes et qui touchent tout le monde. C'est correct d'occuper un poste à la tête d'un ministère, mais que faire en tant que femme? » Voilà où elle en est rendue dans sa démarche et ses réflexions. Selon elle, au-delà du chiffre 50/50 de la parité, il faut savoir ce que l'on veut changer. « Pour cela, il faut s'assumer comme femmes et oser briser le moule ».

## LE POUVOIR AU FÉMININ EST DIFFÉRENT

« Paix, environnement, antiviolence, quand les femmes se mêlent de cela, elles ont toute une expertise, du pouvoir, des compétences, mais on dirait qu'on ne s'en rend pas compte. C'est une vision, une perspective de préservation de la vie. Si comme femmes, nous politisons ces valeurs, nous aurions beaucoup plus d'impact ». En conclusion, il faut comme société se donner les moyens de prendre des décisions qui sont beaucoup plus en accord avec les valeurs des femmes. La prochaine étape : il faut que les femmes assument leur spécificité et leur manière de faire de la politique visant une société plus solidaire et inclusive!

Je m'implique dans  
**ma** municipalité.

PARITÉ • DIVERSITÉ • INCLUSION • ÉQUITÉ

Femmes et Égalité des genres Canada Women and Gender Equality Canada

Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale

Femmespolitique.net

## L'INCLUSION ET LA DIVERSITÉ AU MUNICIPAL: AU COEUR DU TRAVAIL DE NOTRE RÉSEAU!

En tant que récipiendaire du Fonds de réponse et relance féministes du ministère Femmes et de l'Égalité des Genres Canada, le Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale poursuit ses activités d'accompagnement et de développement tout en favorisant l'inclusion et la diversité. L'organisme entreprend son tout nouveau projet « Je m'implique dans ma municipalité » qui vise l'élimination d'obstacles systémiques pouvant affecter l'atteinte de la parité et surtout favoriser une implication accrue des femmes, dans toute leur diversité, à des niveaux décisionnels dans nos municipalités.

## PÉRENNISER LA PARITÉ PAR UNE LÉGISLATION ET RELEVER LA CONDITION DES FEMMES

**ESTHER LAPOINTE,**  
Directrice générale  
Groupe Femmes, Politique et Démocratie



Photo Nicola-Frank Vaehon

Le Groupe Femmes, Politique et Démocratie (GFPD), partenaire incontournable de notre Réseau, est un organisme autonome d'éducation populaire favorisant l'action citoyenne et démocratique. Visant une plus grande participation des femmes à la vie politique, notre Réseau partage leur visée d'atteindre la parité entre les femmes et les hommes au sein des diverses sphères décisionnelles et dans les lieux de pouvoir. Aussi, en mars dernier, le GFPD prenait publiquement position, réitérant auprès des gouvernements, l'importance d'améliorer la condition des femmes, d'éradiquer les violences envers elles, de bonifier leur statut économique, de combattre toutes les discriminations. Leur solution prônée : assurer une présence égalitaire et durable de femmes dans nos instances démocratiques pour assurer leur progrès dans toutes ces dimensions.

Considérant le rôle et l'apport du GFPD en coulisse du pouvoir, nous avons rencontré pour vous, sa directrice générale, Esther Lapointe. Elle a une longue expérience en communication. Son engagement-citoyen s'est aussi traduit par de multiples activités bénévoles liées au leadership des femmes. Le leadership du GFPD l'a amené à participer à des comités consultatifs ministériels touchant la démocratie et les femmes. Récemment, abordant un sujet qui lui tient beaucoup à cœur, elle a pris part au comité consultatif pour repenser le mode de scrutin visant l'adoption éventuelle d'un nouveau règlement électoral favorisant la parité. Au cours de cette entrevue, elle nous partage ses réflexions sur la nécessité d'atteindre la parité pour assurer une plus grande démocratie au sein de nos instances décisionnelles.

**LA PANDÉMIE A FAIT RESSORTIR DES INÉGALITÉS ET IL Y A EU BEAUCOUP DE REcul POUR LA SITUATION DES FEMMES : ELLES ONT ÉTÉ NOMBREUSES À PERDRE LEUR EMPLOI DANS DES SECTEURS NÉVRALGIQUES COMME LA SANTÉ, L'ÉDUCATION ET LA RESTAURATION. C'EST UN RESSAC QUE L'ON N'ATTENDAIT PAS. QUELS SONT VOS COMMENTAIRES SUR CE SUJET?**

Ce qui me préoccupe pour la post-pandémie, c'est qu'on doit restructurer le monde de la santé et le monde de l'éducation. On a presque oublié la crise climatique actuelle. Au-delà des questions économiques dont on entend tout le temps parler, ces secteurs sont à la base de la société et les femmes ont besoin d'être à la table de la refondation, de la restructuration de tout ça. C'est extrêmement important qu'elles y soient et pour l'instant, je ne crois pas que ce soit le cas. Afin de s'assurer qu'elles y soient, il faut interpeler les élus-es et leur demander le nom des personnes qui sont à la table. Il faut s'assurer qu'il y ait de la parité et de la diversité : au moins 50 % doivent être des femmes.

## LES FEMMES HÉSITENT ENCORE À SE PROPOSER, À SE PRÉSENTER. ELLES CRAIGNENT LES CONFRONTATIONS ET L'INTIMIDATION FRÉQUENTES DANS CES MILIEUX. COMMENT POUVONS-NOUS FAVORISER L'AUTORECRUTEMENT DES FEMMES?

Ça fait 20 ans que nous faisons de l'autorecrutement, que l'on dit aux femmes de se présenter, qu'elles ont les compétences, qu'elles peuvent aller en politique. Il faut leur envoyer un message plus fort en parlant de candidatures paritaires, en proclamant que nous voulons des candidatures paritaires. À partir du moment où elles savent qu'il y a des sièges réservés pour elles, elles se sentiront bienvenues. Ce sera plus facile d'aller porter leur cv comme on dit. C'est différent quand tu dois te présenter contre des candidats sortants et qui sont connus. On ne joue pas à armes égales. J'emploie le mot armes et je n'aime pas ça, mais le langage en politique est très guerrier et si on pouvait déjà arriver à changer ça. Quand on parle de sièges réservés, je sais qu'il y en a qui n'aime pas ça parler de quotas; mais, nous représentons 50 % de la population et il est normal qu'il y ait des sièges réservés pour la moitié de la population.

## LA PARITÉ N'EST PAS ATTEINTE, MAIS IL Y A DES AVANCÉES DANS CERTAINES VILLES COMME SHERBROOKE, GATINEAU, LONGUEUIL OÙ DES FEMMES ONT ÉTÉ ÉLUES MAIRESSES. COMMENT RAMENER LE DÉBAT SUR LA PARITÉ EN VUE DES PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES? EST-CE QUE LES PARTIS POLITIQUES POURRAIENT ÊTRE AMENÉS À PRENDRE UN ENGAGEMENT ÉLECTORAL?

Depuis 2016, en collaboration avec les Partenaires pour la parité et l'événement annuel *En marche pour la parité*, notre Groupe demande non seulement de présenter une loi, mais d'en adopter une. Dans le cadre de la Réforme du mode de scrutin, le premier ministre François Legault s'est engagé à déposer un projet de loi. Il joue avec les mots, car en déposant un projet de loi, si on ne l'adopte pas, on ne va nulle part avec ça. On veut que tous les partis politiques à l'Assemblée nationale adoptent une loi en faveur de la parité. En octobre dernier, ils ont adopté une motion dans laquelle ils s'engagent à présenter au moins 40 % de candidates. On a un problème avec ce pourcentage, car avec 40 % de femmes candidates,

on ne pourra jamais atteindre 40 % de femmes élues. On n'atteindra même pas le plancher de la parité. Ce n'est pas parce que tu te présentes que tu seras élue. C'est pourquoi nous on parle d'une zone paritaire de 45 % à 55 % de candidatures pour obtenir le 40 % de femmes élues.

## ET LES NOMBREUSES ÉLECTIONS PAR ACCLAMATION NE SERVENT PAS LES FEMMES, N'EST-CE PAS?

À la dernière élection, les partis politiques municipaux ont fait vraiment de gros efforts pour présenter des candidatures paritaires. On remarque toutefois qu'il y a beaucoup d'élections par acclamation, car souvent, lorsqu'un.e élu.e sortant.e se représente, on ose moins se représenter évitant ainsi la lutte électorale. Et il faut se poser la question si c'est très démocratique de procéder comme ça. Quand on entend des aspirantes candidates dire : « je me présente aux élections municipales pourvu que personne ne se présente contre moi ». Ce n'est pas bon signe.

## EN RÉGION, L'ÉLITE POLITIQUE EST PARFOIS TRÈS FORTE ET SE SOUTIEN. ON TIEN À L'ÉCART CERTAINES PERSONNES QUI ATTENDENT JUSQU'À LA DERNIÈRE MINUTE POUR SE PRÉSENTER POUR ÉVITER DE TROP AVOIR À DÉBATTRE PUBLIQUEMENT DANS UN CONTEXTE OÙ LA COLLECTIVITÉ EST TISSÉE SERRÉE. COMMENT FAVORISER L'AUTORECRUTEMENT DE FEMMES? QUAND TU DÉCIDES DE TE PRÉSENTER EN POLITIQUE, QUI VAS-TU VOIR? COMMENT TU COMMENCES, À QUELLE PORTE TU VAS FRAPPER?

Quand tu décides de te présenter, quand tu as un beau projet pour ton quartier, tu es active, tu connais tes voisins et ils t'encouragent à y aller, tu décides d'y aller. Et là, tu fais quoi? Tu as tout à apprendre. C'est tout un défi. À la dernière élection, il y a eu un gros effort de fait par les institutions, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Élections Québec, l'UMQ, la FMQ. Il y a eu une augmentation des candidatures, environ 4 %, c'est beaucoup d'efforts vraiment. Il faut ajouter à ça la pandémie, le problème de la cyber intimidation sur les réseaux sociaux, il y a de multiples phénomènes qui affectent les candidatures.

14 roses déposées au monument en hommage aux femmes en politique commémorant les 14 années de la venue des suffragettes à l'hôtel du Parlement pour demander le droit de vote aux femmes.

Sont présent.e.s sur la photo :  
ex-parlementaires et membres du CA du Groupe Femmes,



photos ©Liamayon

## COMMENT FAIRE POUR INTÉRESSER LES CITOYENS ET LES FEMMES EN PARTICULIER À LA POLITIQUE MUNICIPALE?

L'école qui m'a été très précieuse est celle des partis politiques. La politique, tu l'apprends en militant comme bénévole. J'ai pu le faire pendant 10 ans dans 2 partis politiques au provincial et au fédéral. J'ai participé à je ne sais plus combien de campagnes électorales, j'ai occupé plusieurs postes et tu apprends comment ça fonctionne, tu participes au processus. Après si tu te présentes au municipal, c'est beaucoup plus facile.

Nous encourageons les femmes à se présenter en équipe, à 2 ou 3, ensemble. Elles peuvent se soutenir. Et il y a des groupes comme les nôtres qui organisent des formations comme l'organisation d'une campagne électorale. Élections Québec donne beaucoup de formations aux candidat.e.s et bénévoles au sein des partis. Nous on souhaite que la candidate soit outillée et qu'elle soit en contrôle de ce qu'elle va vivre.

Aussi, il y a le fait que les gens se désintéressent de la politique souvent à cause de la manière actuelle de faire de la politique. Et puis, culturellement on ne nous a pas encouragés à être politisés. Il faut que tu fasses l'effort de suivre l'actualité politique et de comprendre ce qui se passe et pas seulement te contenter de regarder le message électoral une fois tous les quatre ans et d'aller voter. Un autre moyen de susciter l'intérêt serait de limiter les mandats. Les citoyens doivent pouvoir changer d'élus-es, avoir du sang neuf. Quand tu te présentes contre un élu sortant ou une élue sortante, ça fait quatre ans ou plus qu'ils sont là, qu'ils sont connus et qu'ils connaissent les dossiers, les arguments pour gagner. Dans nos travaux d'analyses, nous sommes allées jusqu'à recommander qu'il n'y ait pas plus de 2 ou 3 mandats. Quand ça fait 12 ans que tu es au pouvoir, quand tu t'es présenté et que tu avais un projet pour améliorer la situation de ta communauté, que ce soit en environnement, en santé, en culture, et que tu n'as pas pu réaliser ce que tu voulais. C'est dommage, mais il faut que tu cèdes ta place. Ça donne la chance à d'autres de se présenter. Je pense que s'il y avait une meilleure éducation citoyenne par rapport à ça et une restriction des mandats, on serait en meilleure santé démocratiquement.



Photo Gillies Fréchette

Dans le cadre du projet *Défi Parité* de 2017 à 2020, notre Réseau a fièrement collaboré avec le GFDP dans la promotion et la rédaction de politiques d'égalité. Trois politiques du genre ont été adoptées sur le territoire de la Capitale-Nationale. Ci-haut, notre présidente, Manon Therrien aux côtés de Esther Lapointe lors de notre colloque *Repenser la normalité pour faire valoir nos différences* avec les collaboratrices principales. Ci-bas, une photo de la nouvelle mouture du *Défi parité+ EDI* en d'autres territoires, environnants notre région, sous la direction de Gaëtane Corriveau, politologue et formatrice, une précieuse amie de notre Réseau.



**SOUS LE THÈME *PARITÉ ET DÉMOCRATIE: L'UNE NE VA PAS SANS L'AUTRE!*, VOUS ORGANISEZ UN COLLOQUE EN MAI AU SUJET DE DIFFICULTÉ DE RECRUTEMENT ET DE LA MOBILISATION DES FEMMES HORS GRANDS CENTRES. CET ÉVÉNEMENT OFFRIRA UNE RÉFLEXION SUR LE RÉCENT SUCCÈS DE LA PARITÉ DANS LES GRANDES VILLES DU QUÉBEC, ET SUR LES MOYENS POUR QU'IL EN SOIT DE MÊME DANS LES PLUS PETITES MUNICIPALITÉS. QUELLES SONT VOS ATTENTES ENVERS LA DÉMOCRATIE MUNICIPALE?**

Depuis 2 ans et demi, nous étudions la situation tant au palier municipal qu'à l'Assemblée nationale et au fédéral où il y a des partis politiques. Quand on vise la parité qui est de 50 % des candidatures féminines dans les partis, ce n'est pas la même chose pour les petites villes, car pour celles de 5 000 habitants et moins, la loi interdit la formation de partis politiques.

Dans les recherches de Manon Tremblay, Anne Mevelec et Sandra Breux, on a constaté que là où il y a des équipes ou des partis, c'est plus facile pour les femmes. Au sein d'un parti, tu te présentes avec d'autres, tu peux t'entraider et tu peux avoir du soutien. C'est plus difficile en tant qu'indépendante car tu reçois moins de soutien, moins d'outils. Notre colloque en mai 2022 sera l'occasion de s'interroger sur les actions qui pourraient être menées pour améliorer la démocratie municipale, notamment à ce qui a trait au taux élevé d'élections par acclamation. Pour mener à bien cette réflexion, plusieurs personnalités seront invitées à venir nous faire part de leur observation et de leur vision.

**SI JE COMPRENDS BIEN, DANS CE PROCHAIN ÉVÉNEMENT, VOUS ALLEZ ANALYSER LES MÉCANISMES EN RÉGION ET VOUS ALLEZ PROPOSER DES OUTILS QUE VOUS ALLEZ DÉVELOPPER À PARTIR DE ÇA?**

On prépare deux panels avec des gens qui s'intéressent à la politique, des chercheurs et des gens qui connaissent la politique et qui font de la politique actuellement. Dans le premier panel, on va réfléchir sur la situation actuelle et proposer des solutions peut-être révolutionnaires ou encore dérangeantes. Dans le 2e panel, on va se demander qu'est-ce que l'on fait en attendant que des lois ou des mesures législatives nous permettent de faire la parité.

Nous on tient à une législation, car les gouvernements changent, les chefs de partis changent, les générations changent et ils peuvent décider qu'on n'a plus besoin de ça. Je suis désolée, mais la parité ne se fera pas naturellement et lorsqu'il y a des changements majeurs, on l'a vu, ce sont les femmes qui reculent et qui sont renvoyées dans leurs cuisines. C'est comme ça et c'est dans l'histoire du monde. Ça ne changera pas à moins de le pérenniser par une législation.

**EN LIEN AVEC VOTRE ACTIVITÉ DU 8 MARS, EN COMPAGNIE DE FRANÇOISE DAVID, EST-CE QU'IL FAUT ATTENDRE UNE PRISE DE CONSCIENCE, UN MOUVEMENT SOCIAL POUR CHANGER LES CHOSES COMME LA MARCHÉ DU PAIN ET DES ROSES? COMMENT FAIRE PRESSION POUR RÉGLER LES INÉGALITÉS? FAUT-IL PLUTÔT AUGMENTER LA PRÉSENCE DES FEMMES DANS LES INSTANCES DÉCISIONNELLES POUR ARRIVER À UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ?**

Justement, c'est un bon exemple. J'ai participé à cette marche à Québec et j'ai accueilli des femmes qui ont marché tous les kilomètres. J'étais devant l'Hôtel du Parlement pour manifester avec elles. C'était symbolique. C'est une belle démonstration de solidarité, mais qu'est-ce que ça a donné comme résultats? Ça prend un mouvement social, mais ça prend aussi une présence dans les instances décisionnelles. Pour sortir de la pandémie et relancer l'économie, le gouvernement a dit qu'il injecterait des milliards dans les infrastructures des écoles, des hôpitaux, des routes. Je suis d'accord pour redresser le système de santé, rénover les écoles qu'on a laissé se dégrader longtemps, mais il ne faut pas s'occuper seulement du béton, il faut s'occuper de ce qu'il y a dedans. Il faut se préoccuper de rajeunir le programme éducatif et qu'est-ce qu'il faut y retrouver en 2022. Les femmes pourraient se retrouver là-dedans. L'éducation c'est la base. Et si on n'a pas trop d'argent, il y a un endroit où il faut mettre l'argent, c'est l'éducation.

**SOMMES-NOUS ARRIVÉS À UN MOMENT STRATÉGIQUE OÙ LES ÉLUES ET EX-ÉLUES DOIVENT SE RALLIER ET PARLER D'UNE MÊME VOIX POUR METTRE EN ÉVIDENCE LE LEADERSHIP DES FEMMES AFIN DE RECRUTER DE PLUS EN PLUS DE FEMMES?**

Je crois qu'il n'y a pas juste des femmes qui n'aiment pas la chicane, il y a des hommes aussi. Si on pouvait renverser la tendance de la période de questions à l'Assemblée

nationale, ça fait longtemps qu'on en parle. Déjà avec 44 % de femmes élues, ça a changé la donne, mais il faudrait qu'elles soient plus nombreuses pour enrayer la machine. Il ne faut pas avoir une parité de façade et que derrière ce soient majoritairement des hommes. Si tu es obligée de te battre avec des attachés politiques pour faire passer tes idées, ce n'est pas drôle.

DONNER AUX CANDIDATES DES CHÂTEAUFORTS OÙ ELLES POURRAIENT GAGNER FACILEMENT LEUR ÉLECTION, CAR LA POPULATION EST FAVORABLE AU PARTI, LUI PERMETTANT DE FAIRE UNE DIFFÉRENCE POUR SES ÉLECTEURS-TRICES ET UNE FOIS ÉLUE, CONFIER AUX FEMMES LES DOSSIERS POUR LESQUELS ELLES SERAIENT LES MEILLEURES ET NON PAS À UN AUTRE PARCE QUE C'EST UN AMI, UN BON GARS, SINON VOILÀ CE QUI SERAIT CONSTRUCTIF... AVEZ-VOUS DES EXEMPLES D' ACTIONS REGROUPÉES D'ÉLUES QUI ONT MARQUÉ LES MANIÈRES DE FAIRE DE LA POLITIQUE?

Un bel exemple à donner est celui du dossier trans partisan où plusieurs député.e.s de différentes allégeances ont travaillé ensemble : le dossier de la violence conjugale. Quand les 4 femmes de chaque parti sont passées à **Tout le monde en parle**, Guy A. Lepage n'en revenait pas et trouvait ça rafraîchissant. Quand je pense à mon beau-frère qui n'aime pas la chicane et qui voit des dossiers traités de façon non partisane, ça peut le revigorer par rapport à la politique. Ce sont de beaux modèles et on avance vers quelque chose. Ce n'est pas juste un dossier

pour te faire réélire, mais il y a du souffle, de la vision, de l'entraide, la solidarité. La guerre en Ukraine devrait nous démontrer que l'on doit être solidaire partout sur la planète.

NOTRE RÉSEAU A CONSTATÉ QUE LES FEMMES VEULENT ÊTRE INFORMÉES SUR LES DOSSIERS, CONNAÎTRE LE POUR ET LE CONTRE. ELLES VEULENT SE FAIRE UNE IDÉE PAR ELLES-MÊMES, SAVOIR COMBIEN ÇA COÛTE, SI ON A LES MOYENS DE NOS IDÉES. LES FEMMES SONT ALORS CAPABLES DE DÉFENDRE LEURS POSITIONS. ELLES VEULENT ÊTRE SOLIDES POUR MIEUX EN DÉBATTRE... COMMENT VOTRE GROUPE VOIT-IL CELA?

La politique, c'est comme dans n'importe quoi, il faut que tu te prépares. Ça prend des connaissances de base. Il faut que tu saches de quoi tu parles pour convaincre les autres de voter pour toi. Il faut avoir des idées et de la vision pour ta communauté. Tu ne vas pas là pour toi. Il faut faire de la place aux femmes, leur réserver des places, les encourager à se présenter. Il faut convaincre les femmes d'y aller, car si elles n'y vont pas, les gars vont prendre la place et on n'aura pas la capacité de moduler le monde comme on voudrait qu'il le soit.

Colloque • Centre des congrès, Lévis • 26 mai 2022 • 9h à 16h30

GROUPE femmes POLITIQUE DÉMOCRATIE  
DEPUIS PLUS DE 20 ans!

Canada Québec

Parité et démocratie au municipal:  
l'une ne va pas sans l'autre!

Informations : gfpd.ca

EN GUISE DE CONCLUSION, LES MEMBRES DE VOTRE CA ONT SIGNÉ UNE LETTRE DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES DEMANDANT AVEC FORCE DES EFFORTS POLITIQUES POUR REMETTRE SUR LA TABLE UNE LÉGISLATION SUR LA PARITÉ, AFIN DE FAIRE PLUS DE PLACE AUX FEMMES. VOTRE GROUPE DEMANDE AUX ÉLU.E.S DE GARANTIR, PAR LA LÉGISLATION, UNE VRAIE DÉMOCRATIE ET UNE RÉELLE ET PLEINE PARTICIPATION DES FEMMES POUR MAINTENANT ET LE FUTUR. AVEC FORCE, VOUS RAPPELEZ QUE LES FEMMES DOIVENT PRENDRE PART AUX DÉCISIONS NON SEULEMENT POUR CORRIGER LES DÉSÉQUILIBRES ET LES INIQUITÉS QUI LES AFFECTENT, MAIS AUSSI POUR PARTAGER AVEC LES HOMMES LEUR VISION D'AVENIR. QUELLE SERAIT VOTRE CONCLUSION DE NOTRE ÉCHANGE DANS CE MAGAZINE?

En prenant position publiquement, le GFPD souhaitait communiquer ce que l'on croit profondément, considérant vers où il faut se diriger à l'heure actuelle. La parité va de pair avec la solidarité. Oui aux femmes en politique et oui au mouvement social à côté pour s'assurer qu'elles soient là et pouvoir les appuyer, les convaincre de prendre leur place et de continuer d'avancer comme ça. Et nous sommes convaincues que le secret du succès est dans la transparence.



**PARITÉ  
HOMMES/FEMMES :  
ENCORE DU CHEMIN  
À FAIRE EN  
CAPITALE NATIONALE!**



# ET SI LES ÉMOTIONS GUIDAIENT LES FEMMES EN POLITIQUE MUNICIPALE ?

## ANNE MARIE ASMAR

Étudiante finissante en maîtrise à l'Université Laval et  
Chargée de projet d'inclusion au RFPMCN

Dans le but d'identifier les difficultés et hésitations qui freinent l'implication des femmes en politique municipale, tout en tentant de comprendre les raisons ou motivations qui favoriseraient davantage leurs implications à des niveaux décisionnels, Anne Marie Asmar nous propose de faire une analyse inspirée de la sociologie des émotions. En mettant de l'avant les émotions au lieu des genres, elle souhaite mieux comprendre et tenter d'identifier les freins émotifs et les motivations pouvant avoir pour effet de limiter les mises en candidatures de femmes aux élections municipales et par le fait même l'atteinte de la parité et de l'inclusion au sein de conseil municipaux.

Racisme, xénophobie, homophobie, sexisme, tous ces comportements sont nés de l'addition de différentes émotions, sentiments voire ressentiments créés par l'altérité, de la manière dont les individus s'entrevoient, se jugent, se hiérarchisent. En effet, ce désir de voir en l'autre un alter, un inférieur donne place à des comportements diviseurs engendrant une scission au sein de la race humaine. La haine, le dégoût ou encore le mépris sont des émotions qui entrent en jeu lorsqu'un groupe d'individus ou un individu considère un autre (groupe ou individu) comme inférieur ou sans intérêt. Le mépris reste une émotion assez complexe car elle peut être l'addition du dégoût et de la colère ce qui la rend socialement indésirable voire à éviter. Le mépris peut donc être défini comme un sentiment qui s'oppose à la fois à l'amour et à la haine, du fait que l'amour attribue une valeur positive à l'objet, la haine une valeur négative, alors que le mépris prive l'objet de toute valeur, qu'elle soit positive ou négative.

« LES VICTIMES DE MAUVAIS TRAITEMENTS ONT DÉCRIT LEUR EXPÉRIENCE ESSENTIELLEMENT À L'AIDE DE CATÉGORIES MORALES COMME L'OFFENSE ET L'HUMILIATION, QUI RENVOIENT À DES FORMES DE MÉPRIS, C'EST-À-DIRE DE DÉNI DE RECONNAISSANCE »

(HONNETH :2013)

Ce sentiment-émotion est la base de toutes les divisions sociales et restent très intéressant à étudier et à mettre en lien avec le livre de Axel Honneth, la lutte pour la reconnaissance. En effet, l'altérité donne de la force à ce sentiment, le fait naître, grandir et exploser engendrant la haine, la colère et le passage à l'acte pour les groupes les plus téméraires. Les comportements discriminants et aliénants que sont le racisme et la misogynie par exemple, tout commence par un discours dégradant et déshumanisant envers les groupes ciblés et crescendo, les discours deviennent plus virulents. Du discours méprisant, les attaques verbales commencent avec des mots crus et aliénants, ce qui poussent les groupes cibles à se marginaliser, car n'ayant plus ou peu de place dans l'espace public. La parole joue un rôle important dans l'émission de cette émotion, car l'on peut mépriser sans se faire entendre, en silence, mais du moment où ce sentiment-émotion sort du cadre personnel pour atteindre l'espace public et même privé, la discrimination est en marche et mène à des attaques, voire des meurtres au nom d'une idéologie suprémaciste et/ou sexiste.

## LES ÉMOTIONS COMME FREIN À UNE PARTICIPATION DES FEMMES EN POLITIQUE?

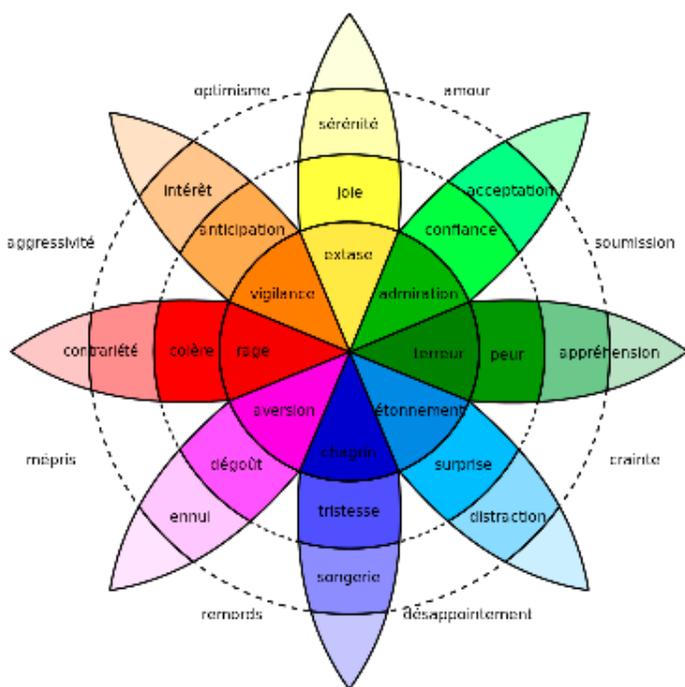
L'émotion est associée en général à l'humeur, au tempérament, à la personnalité et à la disposition ainsi qu'à la motivation. Dans cette optique, il existe plusieurs catégorisations des émotions en fonction qu'elles soient cognitives, instinctives, primaires/secondaires. Ce qui nous intéresse sont les émotions primaires/secondaires car elles sont définies pour la première fois comme les émotions de base, universelles, celles que l'on observe chez tous les individus et les émotions secondaires qui sont des états construits à partir des émotions primaires et d'une multiplicité de représentations additionnelles comme la représentation de situation de soi, d'objet, entre autres.

L'on se questionne souvent sur la non-participation massive des femmes en politique et les raisons bloquant cet intérêt. Je pense qu'il faudrait questionner les émotions pour avoir une réponse partielle à cette question. Je m'intéresse à la sociologie des émotions qui permet de lire des phénomènes sociaux sous le prisme de ce que les individus peuvent ressentir. Certains blocages peuvent être engendrés par des émotions comme la peur, le mépris qui fait douter l'individu sur ses véritables capacités.

Le Réseau femmes et politique municipale a pour ambition d'amener les femmes qui ont un intérêt pour la politique municipale à effectuer le saut en politique et les élues municipales en poste à s'y maintenir en favorisant leur réseautage et en les outillant. Nous constatons que malgré cet intérêt, nous peinons à les mobiliser. C'est dans cette optique que j'ai choisi d'étudier la non-participation des femmes sous le prisme des émotions afin de comprendre, d'une part, les émotions-sentiments capitalisées par les élues et conseillères déjà engagées en politique, et d'autre part, les obstacles qu'elles peuvent rencontrer. Pour celles qui ne sont pas encore engagées en politique, on peut poser comme hypothèse qu'elles seraient freinées par la peur. Nous pouvons sous-tendre pour celles engagées, voire élues, qu'elles risquent d'être confrontées au mépris dû à la non-reconnaissance de leur statut, mais aussi à leur capacité d'action.

« ÊTRE RECONNU, Y COMPRIS DANS LE TRAVAIL, CE N'EST DONC PAS SEULEMENT ÊTRE GRATIFIÉ, C'EST ACCÉDER À LA CONSCIENCE DE SOI »

(COUSIN, MÉDA, WIEVIORKA : 2017)



Le rôle des femmes est souvent cantonné au métier du « care » comme l'assistance sociale, aide-soignante, infirmière ou encore secrétaire entre autres et il n'est pas rare de les voir occuper les mêmes postes au sein des municipalités ce qui les cantonne à un même univers. Martine Delvaux explique que les femmes sont effacées et invisibilisées et je pense qu'elles devraient être plus visibles et reconnues en tant que meneuses dans l'espace public, en politique et particulièrement en politique municipale.

Mon stage me permettra d'étudier et de comprendre tous ces phénomènes et de surtout vérifier si mes hypothèses sont plausibles ou non. D'autre part, je pourrai mettre en place une grille de lecture permettant de mieux pouvoir les accompagner en faisant tomber toutes les barrières systémiques les empêchant d'être partie prenante à la construction d'une société plus juste, équitable et inclusive.

# MÊME COMBAT À LIVRER POUR LES FEMMES

MICHÈLE DUMAS-PARADIS

Vice-présidente  
Réseau femmes et politique municipale



## LES ÉLUES DANS LES CONSEILS MUNICIPAUX

Dans plusieurs domaines, les femmes mènent le même combat que celui que mène le Réseau femmes et politique municipale de la Capitale Nationale. Il y a plusieurs aspects de la politique municipale qui n'incitent pas les femmes à se présenter pour occuper un poste de conseillère ou de mairesse.

En effet, le climat d'intimidation qui existe dans plusieurs conseils municipaux où les élus-es doivent en découdre pour faire passer leurs idées n'encourage pas les femmes à se présenter comme candidate aux élections municipales.

De plus, les réunions de travail ou les comités se tiennent souvent le soir ou sur l'heure du souper, ce qui devient difficile pour la conciliation travail-famille. Dans les municipalités en régions, le salaire des élus-es ne permet de se consacrer uniquement à sa tâche de conseiller-ère municipal-e et il est nécessaire de conserver un autre emploi.

Avec la charge mentale qui se retrouve souvent sur les épaules des femmes, il n'est pas surprenant de constater que les femmes n'osent pas faire le saut en politique.

## BATAILLES À LIVRER DANS LE MILIEU DES SOINS

«En 2022, la conciliation travail-famille est un enjeu très important pour moi comme pour l'ensemble des professionnelles en soins, lance Julie Bouchard, nouvelle présidente de la Fédération des infirmières du Québec. Étant moi-même maman, je comprends très bien tous les défis auxquels sont confrontées les femmes au travail...La conciliation entre le travail, la famille et la vie personnelle arrive maintenant au premier rang pour les femmes de ma génération.»

«Il y a encore énormément de batailles à livrer. On a tendance à penser que l'égalité hommes-femmes est atteinte, mais ce n'est pas le cas, comme on peut le constater dans les milieux de soins. Les femmes doivent pouvoir exercer leur profession dans un environnement sain et épanouissant, où la charge de travail, raisonnable, ne les rendra pas malades.»

En postulant pour des postes de prise de décision, les femmes se donnent le pouvoir de construire un milieu qui concorde avec leurs valeurs et qui devient motivant pour attirer d'autres femmes. C'est dans l'action au sein des institutions, des entreprises, des milieux de soins et politiques en atteignant la parité que les femmes pourront changer la société.

## FEMMES EN GESTION DE CRISE EN PANDÉMIE ET EN CONTEXTE DE GUERRE

Il faut des femmes en gestion de crise comme ce fut le cas pour la pandémie. Et même en contexte de guerre comme le conflit en Ukraine, on observe qu'il n'y a pas de femmes à la table des négociations alors que les femmes représentent la moitié de la population. Les femmes font l'objet de violations des droits humains que ce soit la destruction des hôpitaux qui privent les femmes enceintes de soins de santé, les violences sexuelles qu'elles subissent de la part des soldats ennemis ou leur situation quand elles fuient avec leurs enfants les bombardements. C'est pourquoi les décisions pour leur vie et leur sécurité doivent être prises par elles-mêmes.

« Depuis les premiers événements survenus en Crimée en 2014, les Ukrainiennes jouent un rôle primordial au sein d'organisations de la société civile et participent activement aux mouvements pour le maintien de la paix. Elles mènent de front la réponse humanitaire, que ce soit comme psychologues, militantes, journalistes ou au sein du personnel médical. Elles représentent plus de 20% de l'armée ukrainienne et du Parlement ukrainien. »

## PÉRENNISER LES ACQUIS

Les femmes ont en commun qu'elles peuvent être de bonnes leaders stratégiques en inspirant les personnes autour d'elles et en sachant gérer les situations de crise. Dans les années à venir, de plus en plus de femmes prendront part aux décisions pour corriger les iniquités et améliorer la condition des femmes.

On a constaté que la pandémie a affecté plus de femmes que d'hommes dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la restauration où elles occupent la majorité des emplois.

Particulièrement en cette ère de reconstruction de la société post-pandémie, la présence des femmes à titre d'élues viendra augmenter les gains dans tous les domaines et pourra garantir la participation des femmes au sein d'une société plus équitable.

Le Réseau femmes et politique municipale de la Capitale Nationale convie les femmes à prendre la place qui leur revient. Il est temps de passer à une autre étape et de revendiquer une législation sur la parité pour pérenniser les acquis et le chemin parcouru depuis l'obtention du droit de vote des femmes.



## NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION



**PRESIDENTE**  
**Manon Therrien**



**VICE-PRÉSIDENTE**  
**Michèle Dumas-Paradis**



**TRÉSORIÈRE**  
**Brigitte Roy**



**COORDONNATRICE**  
**Lise Pilote**



**ADMINISTRATRICE**  
**Louise Brunet**



**ADMINISTRATRICE**  
**Sylvie Daigle**



**ADMINISTRATRICE**  
**Thérèse Lamy**



**ADMINISTRATRICE**  
**Caroline Roy**



Devenez membres de notre Réseau ou renouvelez votre membership et aidez-nous à poursuivre notre mission d'accompagner les femmes vers des postes décisionnels au sein du monde municipal! *Les membres sont à la base même du réseau. Elles en constituent la force. Leur implication est indispensable au bon fonctionnement du réseau.*

**POUR VOUS IMPLIQUER, VOUS INFORMER SUR NOS ACTIVITÉS:**

**Moi, je suis membre!**

895, Raoul-Jobin, bureau 105, Québec (Québec) G1N 1S6  
femmespolitique@gmail.com / 418-998-3952

# PARITÉ NÉCESSAIRE POUR UNE PRATIQUE DÉMOCRATIQUE PLUS INCLUSIVE!

LISE PILOTE

Coordonnatrice  
Réseau femmes et politique municipale  
de la Capitale-Nationale



Voici un résumé de notre revue de littérature, faisant rapport de nos lectures et réflexions des dernières semaines. Répondant à notre engagement de publier l'évolution de nos travaux tout au long de notre projet visant l'inclusion des femmes en politique municipale, dans les pages qui suivent, nous faisons un survol des livres et publications d'opinions et de recherche qui initient et alimentent notre réflexion.

Repenser l'accueil et l'intégration des femmes dans leur participation citoyenne visant une plus grande inclusion sociale des femmes issues de la diversité est actuellement nécessaire pour favoriser une plus grande implication de femmes à des niveaux décisionnels dans nos municipalités. Du moins, c'est ce que pense le Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale qui réalise actuellement un projet de recherche et d'animation communautaire au sein des MRC, villes et municipalités. Sous le thème *Je m'implique dans ma municipalité*, le Réseau souhaite contribuer à l'élimination d'obstacles systémiques en promouvant des politiques et pratiques inclusives, en accroissant les réseaux et la collaboration pour favoriser un changement systémique soutenu par une répartition positive du pouvoir décisionnel. La démarche initiée comprend trois étapes : la réalisation d'un portrait de la situation pour la Capitale-Nationale en matière de diversité et d'inclusion, l'animation du milieu (ateliers, sondage, groupes de discussion), qui mèneront à la réalisation de projets pilotes d'initiation, de mobilisation et d'intégration de femmes au sein des milieux politiques municipaux. Enfin, tout en renforçant le vivre-ensemble, valorisant les bienfaits d'une plus grande diversité, le Réseau développera et bonifiera ses outils d'accompagnements.

Dans ce texte, nous vous partageons un survol de nos lectures des récentes recherches sur le thème de la parité et de l'inclusion des femmes en politique municipale. On

souhaite que ce partage vous permette une lecture tout aussi enrichissante qu'elle l'a été pour moi!

Bien que l'égalité soit un droit fondamental et constitue une valeur essentielle de la démocratie québécoise<sup>(1)</sup>, malgré tous les acquis des dernières décennies et l'adoption de lois qui garantissent l'égalité de droit, de nombreuses inégalités persistent aux plans social, économique et politique. Pour contrer les inégalités, l'égalité ne suffit pas. Il faut repenser nos manières de faire et d'être en misant davantage sur l'équité et la diversité afin de favoriser l'inclusion de tous les citoyen.ne.s. Et pour y arriver, il faut que l'on retrouve davantage de femmes autour des tables décisionnelles. Les femmes et les hommes doivent participer également à l'exercice du pouvoir parce que l'humanité est composée de personnes des deux genres. La parité semble faire partie de la solution pour atteindre et mettre en place les notions d'équité, de diversité et d'inclusion et favoriser le partage de vision dans la gestion et le développement de nos municipalités.

« La parité est une question de démocratie : Que ce soit au Québec ou au Canada, le gouvernement non paritaire ne suscite pas assez d'indignation. Il s'agit pourtant d'un enjeu majeur de justice et d'égalité de notre démocratie. Selon ma vision, la démocratie décrit ou reflète la société qui la construit. La parité en politique donne aux Parlements le visage de la population qu'ils représentent. Elle signifie qu'un nombre égal de femmes et d'hommes siègent autour

d'une table... c'est cet équilibre qui est souhaité dans la parité... L'inégalité des représentations où l'absence de parité entre les hommes et les femmes créent un profond déficit démocratique. » (2) (Pascale Navarro, 2015, p.23-24)

C'est pourquoi dans notre tout nouveau projet sur l'inclusion, nous souhaitons davantage parler de parité que d'égalité. D'ailleurs ces notions de parité sont bien d'actualité, comme Pascale Navarro, femme de terrain, autrice et journaliste, le démontre par ses implications professionnelles, ses interventions publiques et ses publications, la parité doit être atteinte. « Se demander dans le Canada et le Québec de 2015, s'il est important de faire la parité dans les instances décisionnelles est une question déjà dépassée. Il faut plutôt se demander comment faire pour que les femmes intègrent les partis et soient plus nombreuses à se présenter comme candidate... Lorsque les femmes sont associées à tous les aspects de la vie politique y compris en tant que parlementaires, la société est plus équitable et la démocratie s'en trouve renforcée et rehaussée ». (3) (Pascale Navarro, 2015, p 44 et 55)

## LA DIFFÉRENCE HOMME/FEMMES NE DEVRAIT PAS FREINER LES ARDEURS, MAIS ENRICHIR DE LEURS APPORTS

Parler de parité entre les hommes et les femmes nous amène à réfléchir et à considérer les notions de genres. On ne peut ignorer l'histoire et la construction sociale de nos communautés qui reposent sur un système patriarcal bien incrusté. La socialisation de nos sociétés impose un rôle social prédéterminé pour les hommes et les femmes; ce qui influence les comportements sociaux et qui a un impact sur l'évolution ardue en politique pour les femmes. Ces valeurs

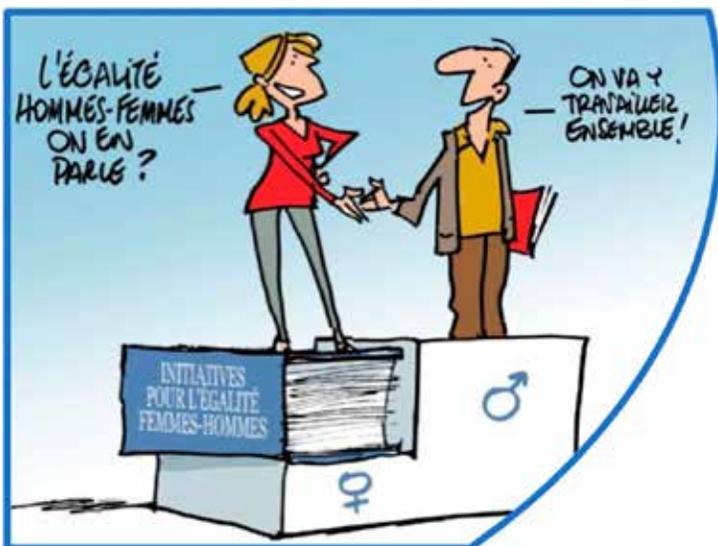
et concepts souvent inconscients peuvent expliquer la situation actuelle et la difficulté d'atteindre la parité. Dans leurs recherches, Anne Mévellec et Manon Tremblay (2016) se sont penchées sur les notions de genre, en abordant aussi une professionnalisation des pratiques en politique municipale. Elles y citent avec pertinence une étude réalisée par Maude Navarre (2015)

« Le genre forme un régime, au sens où il se veut une idéologie avec ses valeurs, ses normes, et ses règles; il comporte des actrices et des acteurs qui entretiennent des relations (de pouvoir) dans le cadre des institutions (la famille hétérosexuelle et hétéroparentale, l'école, les moyens de communication, etc.). Entre autres mots, le genre s'impose par le consentement et l'adhésion aux modèles proposés par les institutions dominantes de la société civile, et relayés par l'État, comme le système scolaire, les médias, la famille, le marché du travail et celui des loisirs, le régime de la consommation, la gouvernance et le leadership » (4).

« De manière plus précise, la politique a été conçue par et pour les hommes selon leur socialisation, leur expérience et leur réseau (de copains), les ressources matérielles et symboliques dont ils jouissent, les valeurs (de performance et de compétition), leurs rôles familiaux qu'ils peuvent gérer à distance, leur ambition et leurs conceptions du succès... Rien d'étonnant alors que les femmes assument non sans difficulté une carrière en politique municipale »

Selon leur analyse, le système fortement établi définit le genre en deux catégories hiérarchisées entre les sexes (hommes/femmes) et entre les valeurs et représentations qui leur sont associées (masculins/féminins). « Le genre est une construction sociale, en cela qu'il n'est pas inné: il est façonné par la société où il se déploie et par conséquent il est situé dans le temps et l'espace. Comme les mains modèlent une poterie, la socialisation sculpte les corps et les esprits afin qu'ils se reproduisent le féminin et le masculin, et ce, par le truchement des divers véhicules: la famille, l'école, le travail, la religion, les médias, la politique, le genre est omniprésent, mais pourtant invisible, relevant de sens commun de l'ordre des choses, voire de la nature » (Mévellec, Tremblay, 2016, page 6)

Les chercheuses dénotent un rapport de pouvoir des genres menant à un réseau d'inégalités qui modèlent les sociétés que ce soit sur la base de l'âge, de la classe sociale, la couleur de la peau, de la religion ou de la préférence sexuelle, entre autres.



Selon Pascale Navarro, ce système doit être changé pour imposer une présence égalitaire des femmes : « Il faut que des femmes et des hommes de tous horizons débattent ensemble des décisions politiques. C'est la diversité d'idées, d'opinions, d'expertises, de professions et la mixité des genres qui font le succès d'une gouvernance... Les femmes ne sont pas une minorité elles sont présentes dans toutes les classes sociales et toutes les communautés culturelles, et dans tous les groupes minoritaires. Quand on parle genre, on ne parle pas de la même chose. Il est donc purement antidémocratique que les femmes ne soient pas représentées à égalité ». (Navarro, 2015-page 33-34)

Dans le cadre de notre projet, les éléments qui nous intéressent, à savoir comment les municipalités consultent les citoyens, comment elles s'assurent de prendre en considération l'intérêt de tous les citoyen.ne.s et des exclu.e.s, il est donc intéressant de réfléchir sur la structure politique, le processus menant à la nomination des candidates, à l'élection jusqu'à leur rôle d'élu.e.s au conseil municipal.

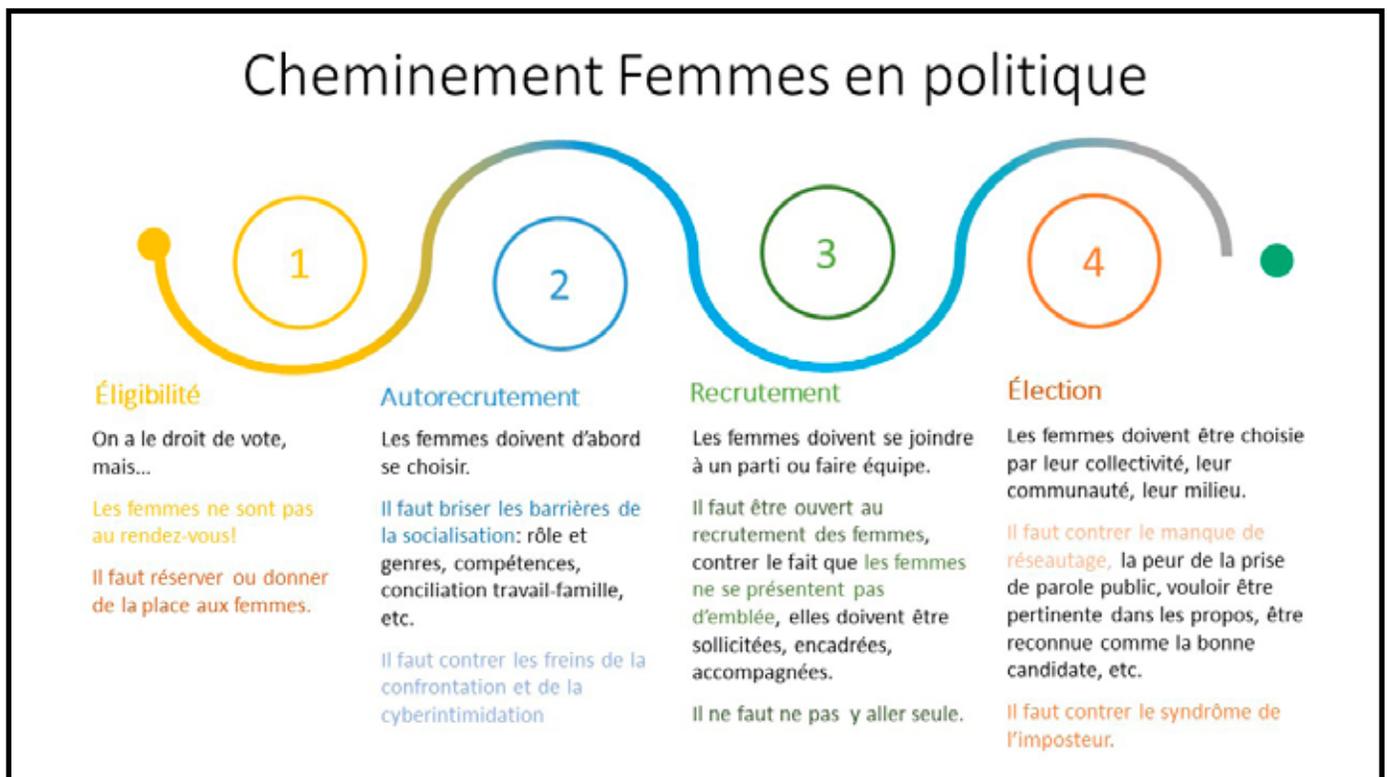
## PROCESSUS ET ACCÈS DIFFICILE À L'HÔTEL DE VILLE

Si les conseils municipaux n'ont pas la parité, comment peuvent-ils faire pour s'assurer de bien représenter les femmes comment peuvent-ils considérer les besoins de tous les citoyen.ne.s au moment d'adopter de nouvelles politiques ou simplement d'instaurer un nouveau service,

de faire des choix pour octroyer des aides financières au moment de déposer les budgets, de contribuer à une organisation communautaire plus qu'une autre, à un projet social plus qu'un autre. Comment les municipalités peuvent-elles s'assurer d'une plus grande représentativité. Cela se fait parfois par l'intermédiaire de consultation publique outre la création de comités internes et externes formés d'employés, d'élus et de citoyen.ne.s qui sont mis à contribution. Ces choix sont-ils aléatoires? Pour mieux comprendre, au niveau de la littérature, nous nous sommes questionnées sur le processus et cheminement de l'individu vers l'Hôtel de Ville. Notre attention s'est posée sur le processus d'accès à l'Hôtel de Ville tel que présenté par Mévellec et Tremblay (2016).

Le cheminement vers le mandat de représentation se déroule en quatre étapes; l'éligibilité, l'autorecrutement, la sélection et l'élection. « En d'autres termes, toute personne désireuse de se faire élire en politique doit: satisfaire à la capacité juridique exigée, décider de soumettre sa candidature, remporter l'investiture d'un parti ou d'un district électoral donné (bien que cette sélection par un parti ne s'applique pas au contexte non partisan) et, finalement, constituer le choix de l'électorat (5) ». Ce processus simple, mais incrusté dans nos traditions démocratiques, qui semble accessible à tous, est imprégné de l'effet de socialisation omniprésent. Bien qu'il ne semble pas compliqué, il impose malgré tout certaines limites.

« Ce processus de désignation des élites politiques n'est en rien perméable à la société où il se déploie, mais en constitue plutôt l'expression dans ses composantes socioculturelles



(comme la socialisation hétérosexiste et le régime du genre), économique (par exemple le taux de participation des femmes en emploi de direction et professionnelle) ou encore politique (la nature majoritaire ou proportionnelle du mode de scrutin par exemple) (6) ». Ce qui veut dire que du chemin reste encore à faire au sein de nos communautés et de nos municipalités pour que les concepts d'une socialisation forte évoluent et changent pour que les femmes mettent de côté ce système bien établi et décident davantage de faire le saut en politique.

## ÉLIGIBILITÉ : D'UN DROIT DE VOTE EN PASSANT PAR UNE LOI : LE PROCESSUS DEMEURE DIFFICILE

« L'éligibilité est la capacité juridique de soumettre sa candidature à une élection. Cette capacité est assujettie à différents critères, notamment de citoyenneté, d'âge et de résidence. S'agissant de ce dernier critère, la loi sur les élections et référendums dans les municipalités, stipule qu'est éligible dans un poste de membre du conseil municipal toute personne qui a le droit d'être inscrite sur la liste électorale de celle-ci et qui réside de façon continue ou non dans le territoire de la municipalité depuis au moins douze mois où doit avoir lieu une élection municipale » (7).

Les femmes se sont débattues pour avoir le droit de vote. Ce combat des femmes est exemplaire et leur a permis de prendre une place plus « égalitaire » dans la société. Des décennies plus tard, même si les femmes ont ce droit de vote, elles ne sont pas au rendez-vous, du moins pas assez en grand nombre dans les courses électorales. Et la parité demeure difficile à atteindre. On constate donc qu'il existe d'autres contraintes que le « frein du droit de vote ». Il existe des obstacles systémiques qui font que les femmes s'impliquent moins en

politique ou que les femmes se sentent moins interpellées, qu'elles osent plus difficilement que les hommes en politique. C'est pourquoi nous croyons nécessaire de repenser non seulement la normalité dans la manière de faire de la politique, mais repenser aussi la mobilisation citoyenne pour accroître l'implication et l'inclusion sociale des femmes dans nos municipalités. Le système en place, même ouvert et accessible aux femmes, ne suffit pas pour atteindre la parité.

Bien que le droit de vote est la condition nécessaire de la démocratie, il n'en est pas la condition suffisante. Françoise Collins remet en question cette notion de démocratie universelle. « Il donne lieu à une démocratie formelle, mais non réelle... Le suffrage universel présuppose en effet une égalité abstraite des votants, pris un à un, comme des entités équivalentes. Il est sans efficacité s'il se bute sur une machinerie sociale, économique et politique qui assure la maîtrise d'un groupe dominant. La question est de savoir comment assurer effectivement la présence de tous et en l'occurrence de toutes dans la gestion de la chose commune, à travers tous les rouages de son fonctionnement ». (8)

« Les femmes ont remporté des victoires : le droit de vote et celui d'éligibilité. La mise sur pied de politiques sociales qu'elles ont souvent lancées et conçues avec leurs collègues masculins, ce n'est pas leur « biologie », ni leur essence féminine qui ont dicté leur politique : c'est plutôt leur socialisation différente de celle des hommes, qui a mené dans les Parlements des points de vue pertinents et nécessaires » (9) précise Pascale Navarro. « Pour qu'elles soient présentes en assez grand nombre voire à égalité, il faudra de nouvelles règles du jeu, car on a laissé aller les

### Éligibilité

1

Tant que les règles ne seront pas changées pour assurer la parité, nous travaillons pour favoriser leur inclusion et plus grande participation

#### Droit de vote et d'éligibilité des femmes au Québec.

En 1920, c'est l'obtention du **droit d'éligibilité au fédéral** pour toutes les femmes majeures sujets britanniques. En 1921, les Canadiennes votent pour la première fois.

En 1940, c'est l'obtention du **droit de vote et d'éligibilité des femmes au Québec**. En 1944, les Québécoises votent pour la première fois aux élections provinciales

En 1941, c'est l'obtention *du droit de vote municipal pour les femmes* au Québec à condition de satisfaire aux **critères censitaires**

En 1962, Claire Kirkland-Casgrain devient la **première femme à siéger** à l'Assemblée législative du Québec

En 1968, est implanté le **suffrage universel au plan municipal** dans la province de Québec pour les municipalités régies par la Loi des cités et villes et en 1970 pour Montréal. (En 1974, pour les municipalités régies par le Code municipal).

En 1969 les femmes autochtones obtiennent le droit de vote et 1986 pour celle vivant dans les réserves.

choses, persuadée que la société avait évolué et que cela se refléterait automatiquement dans la politique, mais rien n'a changé tant que les obligations à la parité ne seront pas inscrites dans les règles claires, rien ne garantit que les femmes seront présentes un jour à égalité avec les hommes ».

## AUTORECRUTEMENT DES FEMMES ET LE RECRUTEMENT DES PARTIS, UNE ÉQUATION QUI DEVRAIT FAVORISER UNE PARITÉ!

L'étape du processus électoral, qui capte notre attention et sur laquelle notre Réseau peut faire une différence, est celle de l'autorecrutement. Les efforts investis pour convaincre les femmes qu'elles peuvent faire une différence et contribuer par leur présence en politique municipale doivent se poursuivre.

« Les femmes n'ont pas encore le réflexe de se porter candidates, elles attendent qu'on les invite. Et même, certaines se sont fait approcher à trois reprises avant de dire oui, parce qu'elles craignent de ne pas avoir les compétences nécessaires. Auparavant, les femmes ne briguaient un poste qu'après avoir élevé leur famille; maintenant, plusieurs candidates ont de jeunes enfants », observe Esther Lapointe du Groupe Femmes, Politique et Démocratie (10).

Il faut arrêter de penser qu'il faut aimer le pouvoir et que le pouvoir est négatif. C'est la capacité de prendre et d'appliquer des décisions, la possibilité d'agir et de changer les choses. Jusqu'à maintenant, les femmes n'ont pas eu l'occasion d'exercer le pouvoir et elles doivent se l'approprier. Souvent le manque de confiance, la peur de

ne pas avoir les compétences, ou qu'elles soient freinées par une conciliation travail-famille parfois difficile, les femmes ne se présentent pas d'emblée.

« La participation aux activités d'une organisation de la société civile ou d'un parti politique se déroule dans l'espace public, un terrain par tradition réservé aux hommes. Entre autre, pour une femme, un tel engagement sociopolitique relève bien souvent de la prouesse, le bien-être de leur famille étant considéré comme leur responsabilité première». (11)

Les femmes arrivent souvent en poste par une démarche différente de celle des hommes : par leur implication au niveau communautaire, portant des dossiers politiques ou municipaux qui lui tiennent à cœur. La notion d'autorecrutement est très importante et déterminante pour la suite de leur implication politique, en solitaire ou au sein d'un parti. Les chercheuses Mévellec et Tremblay observent plus souvent comme parcours de femmes, un passage par leur milieu familial ou communautaire. Que ce soit l'exemple de l'implication sociale et politique de leurs parents menant à leur propre implication, c'est davantage pour défendre des causes que les femmes acceptent ou finissent par se présenter : qu'elles s'autorecrutent. Ce serait donc l'engagement plus soutenu des femmes dans les milieux communautaires qui favoriserait cet autorecrutement.

En résumé, avant de penser même à être recrutée par un parti ou une équipe, il faut que la femme prenne d'abord et avant tout la décision personnelle de rentrer en politique municipale. Qu'on la relance, qu'on sollicite sa venue en politique municipale ou que simplement elle décide de faire le saut d'elle-même, une fois ce choix partagé dans son entourage et dans l'espace public, quand cet autorecrutement est fait, elle peut entrer dans l'arène avec ses convictions portées par ses raisons.

### Autorecrutement

2

Niveau sur lequel notre projet souhaite surtout travailler

#### Les femmes doivent d'abord se choisir!

Il faut briser les barrières de:

- La socialisation;
- Les rôles et genres préétablis par nos sociétés
- La conciliation travail-famille;
- Les notions de compétences et la perception des femmes face aux compétences requises;
- Quotas ou places réservées aux femmes versus les qualifications requises en politique.

« Aussi les femmes s’engagent en politique seulement quand elles sentent qu’elles peuvent changer la donne, elles n’y vont pas pour le pouvoir, en tout cas, pas au début. Après la donne change, mais la plupart du temps, ce n’est pas pour se faire appeler Madame la Mairesse ou Madame la conseillère, c’est pour changer quelque chose, pour un projet en tête, quelque chose qui les allume » . (12)

La place des femmes en politique et les difficultés de les recruter donnent souvent du fil à retordre à certains recruteurs qui souhaitent convaincre les femmes à se joindre à leur équipe de conseillers. Au Québec, Élection Québec n’autorise pas la création de parties dans des municipalités de moins de 5 000 habitants. À ce moment, les candidats peuvent former des équipes, mais cela n’a pas la force d’un parti comme le souligne Jean Fortin, ancien maire de Baie-Saint-Paul, qui est convaincu que les partis politiques peuvent davantage faire une différence dans l’atteinte de la parité grâce à leur force de recrutement. « Je pense que pour qu’il y ait plus de femmes en politique, il faudrait que le municipal ait plus de partis, des équipes politiques ». Selon lui, le fait qu’actuellement dans sa ville, en région, tout le monde se présente comme indépendant, nuit à la présence des femmes: « Quand tu te présentes en équipe, tu essaies d’avoir la parité, avoir trois femmes ou au moins deux. Tu essaies d’avoir un jeune, tu essaies d’avoir une diversité, et tu te supportes là-dedans. Souvent, comme indépendantes, les femmes manquent d’assurance et de confiance. Elles hésitent à faire le saut. Mais avec une équipe, c’est plus mobilisant, c’est plus facile, tu es moins tout seul ». Il cite en exemple une pratique française et européenne, où la création de listes électorales par équipe, avec des femmes incluses, favoriserait selon lui l’atteinte de la parité . (13)

## INDISPENSABLE RÉSEAU EN POLITIQUE!

En politique comme en affaires, le réseautage est indispensable pour réussir. L’importance de se réunir, d’échanger et de partager font du réseau beaucoup plus qu’un lieu de rencontres pour mousser sa carrière. Mévellec et Tremblay dans leurs analyses du monde municipal, démontrent l’important rôle que joue le réseau comme accompagnateur des femmes dans leur autorecrutement. « Un réseau sociopolitique est nécessaire pour faire le saut en politique, car il exerce des forces concomitantes et complémentaires sur la personne attirée par l’action publique: à l’interne, elle en vient à s’autorecruter, ses engagements sociopolitiques l’ayant amené à développer ses habiletés, à acquérir de l’assurance et à aiguiser ses ambitions politiques, et, à l’externe, cela se manifeste par le fait que d’autres personnes la recrutent, car elles ont vu de quoi elle est capable ». (14)

Les conseils municipaux, largement composés d’hommes, sont



marqués par une culture patriarcale qui est forte, marquée dans leur inconscient. La difficulté de prendre sa place d’une élue dépend de la dynamique qui s’installe dans une équipe d’hommes et de femmes, issus de différents horizons avec des intérêts variés. Minoritaire, cette difficulté peut être attribuée au patriarcat sur lequel repose l’exercice de la démocratie. Thérèse Lamy, ancienne conseillère aussi de la Ville de Baie-Saint-Paul, qui a été la seule femme à son conseil de ville durant quelques mandats, cite l’analyse faite par Martine Delvaux dans son livre *Le Boys' club*. Il y a selon elle une culture qui existe dans le monde politique, c’est un monde qui est parfois violent, on y joue beaucoup sur la force et l’imposition des idées par des opinions fortement défendues. « Les hommes sont bien entre hommes. On a l’impression que les femmes dérangent. Cette culture patriarcale est difficile, car elle est ancrée dans les manières de faire. Elle marque depuis des siècles les rapports entre les hommes et les femmes qui ont été formés et éduqués dans un milieu qui véhiculait cette culture-là. Il faut prendre conscience de comment ça se passe, de réaliser la situation, et d’analyser la dynamique pour pouvoir changer cela. Quand on est minoritaire, c’est difficile d’imposer une autre manière de faire, de faire prendre conscience aux collègues, comment ça se passe et de se rendre compte. Plus il y aura de femmes en politique, plus on pourra changer cette dynamique». (15)

Martine Delvaux, va plus loin que le pouvoir politique, affirmant que « ce n’est pas seulement leur présence qui donne aux hommes du pouvoir, c’est la manière dont ils

s'organisent et se retrouvent en clubs, en cercles, autour d'une table, d'une icône, d'un idéal... Le Boys' club comme figure de réseautage rend bien compte de la dynamique de confiscation et de fabrication du pouvoir par l'homme (l'homme universel, c'est-à-dire blanc et hétérosexuel)... Le Boys' club est une figure de réseautage. C'est un lieu où une structure où des décisions sont prises entre hommes. Le Boys' club correspond à ce que d'aucun.e.s nomment le patriarcat, ou d'autres la domination masculine : c'est une organisation où les hommes sont hiérarchiquement supérieurs aux femmes (et où certains hommes sont supérieurs à d'autres hommes), où certains sont sujets et les autres sont des objets à échanger ». (16)

L'absence de femmes dans les conseils municipaux les prive de cet accès au réseau, au pouvoir entre les mains des hommes. La parité permettrait d'équilibrer les échanges : « C'est facile d'embarquer dans le Boys' club quand tu es juste une gang de gars, même si tu ne le veux pas. La parité permet une ouverture plus grande, un éventail plus large et plus au fait des intérêts de sa population. Ce n'est pas automatique, ce n'est pas de la magie, mais ça donne une vision plus élargie sur les dossiers municipaux. Plus il y a de femmes, plus ça diversifie les discours. Elles permettent d'adoucir les débats et de les ramener à des considérations humaines, plus proches des réalités ». (17)

Pascale Navarro cite Esther Lapointe du Groupe Femme Politique et Démocratie, affirmant qu'il faut que les partis politiques recrutent davantage de femmes en plus d'aller chercher les femmes où elles sont : « les femmes sont généralement plus nombreuses dans les réseaux communautaires, sociaux et éducatifs. On trouve là des femmes capables de se présenter en politique et d'exercer la fonction de députée ». S'il est bon de sortir des réseaux habituels (cercles politiques, milieux d'affaires...), on passerait à côté de bonne candidature, car il y a des femmes qu'on ne voit pas. « Souvent les femmes ne correspondraient pas au casting du bon candidat, on n'imaginerait pas qu'elle puisse être le personnage qui dirige le Conseil d'administration ou représente les citoyens... beaucoup d'hommes sont encore incapables de concevoir qu'une femme puisse être leader politique ». (18)

Mais pour être élue, la femme doit s'activer dans son milieu, s'imposer dans l'espace public et aviver son propre réseau. C'est à partir de son entourage qu'elle pourra faire valoir ses qualités et sa capacité et gagner la confiance de l'électorat. C'est en passant par les réseaux, en se faisant reconnaître par ces derniers qu'elle pourra accéder au pouvoir, qu'elle pourra se faire élire.

## UNE ÉGALITÉ QUI SE FAIT TOUJOURS ATTENDRE

Mévellec et Tremblay concluent que si on examine le processus d'accès à l'Hôtel de Ville à la lumière du régime du genre, aucune de ces étapes n'apporte d'explications convaincantes au déséquilibre de représentation entre les femmes et les hommes dans les hôtels de ville du Québec. En effet, l'éligibilité ne comporte plus ces critères à saveur patriarcale qui, autrefois, avantageaient les hommes. Côté recrutement, les femmes n'ont plus à s'inquiéter : elles possèdent tous les atouts nécessaires à un engagement en politique – même que bien souvent, elles devancent les hommes sur ce plan. Pour ce qui est de la sélection, lorsqu'elles s'impliquent dans des partis politiques, ou des équipes électorales, les femmes ne semblent plus guère négligées par eux, en ce sens que les candidates sont plus susceptibles que les candidats d'être associées à un parti (ou une équipe électorale). Cela dit, l'égalité se fait toujours attendre puisque les parties ne comptent pas encore un nombre égal de candidates et candidats ». (19)

## PROFESSIONNALISATION DU RÔLE D'ÉLU.E

Le rôle des municipalités et les dossiers qui se retrouvent sur la table des conseils municipaux ont beaucoup évolué au cours des deux dernières décennies. La façon de travailler au niveau régional et l'arrivée des nouvelles compétences au municipal ont beaucoup contribué à cette évolution importante. Le monde municipal a pris du galon et doit s'occuper de dossiers qui nécessitent d'entretenir des relations étroites avec certaines organisations et les autres paliers gouvernementaux. Les notions d'urbanisme et d'aménagement du territoire au Québec, par exemple, ont fait leur apparition. Les changements climatiques, l'environnement, la culture, la diversification des loisirs, l'urbanisme, les communications, la santé, la qualité de vie, etc., les enjeux se sont diversifiés, complexifiés et métamorphosés en grands dossiers municipaux. Certains dossiers nécessitent de l'expertise à bien des niveaux.

« Ce sont tous des enjeux dont on parlait moins dans le temps. À une certaine époque, la politique municipale se limitait à tenir un budget serré et s'occuper de l'aqueduc, des égouts, des trottoirs, des bouts d'asphalte. Maintenant, on est complètement dans autre chose. Quand tu t'impliques en politique municipale, tu n'es pas uniquement quelqu'un qui gère un calendrier, juste des petits enjeux, tu as une implication plus large au niveau de la place de ta municipalité dans ta région, au Québec, dans ton pays même et parfois à l'international » (Jean Fortin, ex-maire de Baie-Saint-Paul, magazine Ensemble avec nos différences, septembre 2021). (20)

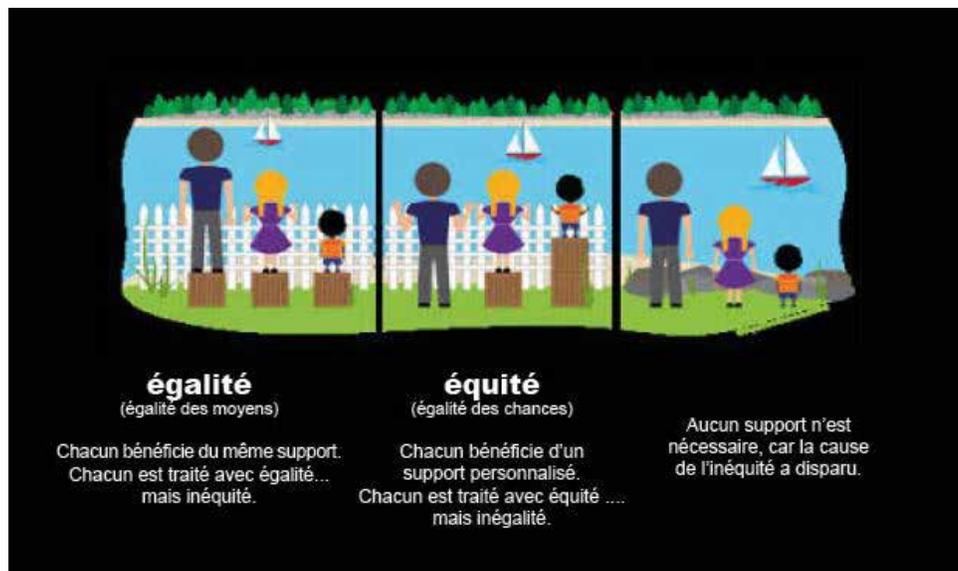
La présence d'un plus grand nombre de femmes élues ferait une différence au sein des conseils municipaux. La vision et l'opinion des femmes comptent plus que jamais face à l'évolution et la complexité des dossiers sur la table de travail du monde municipal et à l'importance de répondre à des enjeux de plus en plus vastes. Il est nécessaire que les conseils municipaux bénéficient de compétences différentes, de nouvelles visions, de l'apport et de la richesse de la diversité, et ce, à tous les niveaux (sexes, genres, âge, etc.). Cette professionnalisation du rôle d'élu.e.s au municipal (exemple de la France et l'étude de Maude Navarre ) (21) semble être un élément favorable à la présence des femmes au niveau décisionnel et qui devrait les inciter à prendre leur place. L'apport des femmes favoriserait une vision plus large, plus inclusive.

La professionnalisation des pratiques en politique municipale offre donc une solution porteuse en ce sens par un apport important dans le partage d'une vision nouvelle, de connaissances, d'habiletés ou de compétences complémentaires et différentes de celles des hommes. Au Québec, on s'y approche davantage dans les grandes villes où les élu.e.s bénéficient d'un revenu qui leur permet d'en vivre. Par contre, en dehors des grandes villes, dès qu'on sort en région, cette professionnalisation du rôle d'élu.e.s est difficilement envisageable à cause des moyens financiers limités. En région, les tâches de travail et les dossiers sur la table du conseil demandent des investissements volontaires importants sans quoi les impacts sur la communauté seraient notables et indésirables. Les élues occupent souvent une double fonction en plus de leur « vrai gagne-pain » à cause des faibles allocations municipales. Par contre, une grande réflexion reste à faire face aux coûts qu'engendreraient une telle reconnaissance : un coût monétaire que les municipalités auraient de la difficulté à s'acquitter, et un coût humain, face au rôle qui en est avant-tout reconnu par plusieurs comme une contribution volontaire et temporaire pour sa collectivité.

## PARITÉ, INCLUSION, DIVERSITÉ ET ÉQUITÉ: UNE ADAPTATION NÉCESSAIRE

L'accès des femmes et son émancipation en politique ne sont pas un simple cheminement vers le pouvoir, c'est un changement de pratiques dans les espaces publics et les sphères décisionnelles. Plusieurs chercheuses voient dans cette arrivée des femmes en politique la nécessité de redéfinir la société. Il ne s'agit pas simplement que les femmes se fassent une place à des niveaux décisionnels, mais qu'elles participent à la redéfinition de l'espace construit. La sociologue Françoise Collins nous amène à réfléchir sur cette inclusion et diversité, qui ne représentent pas simplement un ajout. Cela demande une ouverture aux changements: « L'accès à de nouveaux venus à la citoyenneté implique toujours la redéfinition de la citoyenneté elle-même, et de l'espace politico-social. Une entité constituée ne peut prétendre assimiler purement et simplement de nouveaux venus, de nouvelles venues, sans se laisser questionner par eux, par elles, sous peine d'être menacée de désintégration. Le partage n'est jamais purement additionnel ». (22) P.75

Notre Réseau croit qu'une vision élargie du monde, munie de nouvelles façons de faire favoriserait l'autorecrutement des femmes, l'atteinte de la parité qui permettra d'influencer et d'initier des changements dans les manières de faire tout en répondant aux attentes de tous les citoyens et citoyennes. L'adaptation des manières de faire en politique en collaboration avec les femmes et en fonction de leurs besoins spécifiques favoriserait une participation égalitaire et équitable des femmes et des hommes au développement de leur communauté. Pour ce, il faut considérer dans cette démarche les notions d'inclusion sociale des citoyennes et citoyens marginalisés et issus de la diversité, victimes d'inégalités potentielles reliées aux barrières systémiques



ancrées dans nos pratiques politiques. Il faut aller plus loin que l'égalité en y intégrant des notions d'équité.

Camille Esther Garon, militante pour l'avancée des communautés issues de la diversité culturelle, parle de la nécessaire représentation des femmes par l'inclusion sociale et l'équité. « L'égalité et l'équité, ça comprend les femmes de tous les horizons. Et, le milieu municipal et communautaire est très important, car c'est la première ligne de front, peu importe le domaine qui permet d'avoir un rapprochement individuel ». En citant l'exemple de la Ville de Québec et sa stratégie de diversité, d'équité et d'inclusion, Camille propose d'apporter un angle intersectionnel à nos activités et développements. « Quand on parle d'intersectionnalité, on reconnaît les différents défis et obstacles qui sont simultanés. On a la question des femmes issues de l'immigration, des femmes racisées noires et /ou autochtones, des femmes issues des communautés LGBTQ+ et on arrive à une reconnaissance, on donne la parole et on permet le dialogue pour comprendre les défis et enjeux des autres femmes dans cet environnement ». L'inclusion est avant tout un choix de société: « Comment va-t-on appliquer que ce soit des règlements, des pratiques pour avoir une bonne cohésion, et un respect mutuel en politique. Apporter l'enjeu de l'inclusion, c'est d'avoir des femmes qui représentent la diversité. L'enjeu est de retrouver toute cette diversité, comme la diversité de genre, de l'orientation sexuelle, des âges avec l'intergénérationnel, des femmes qui sont bientôt à leur retraite, des jeunes femmes dans la vingtaine » . (23)

Iréna Florence Harris, experte-conseil en diversité, équité, et inclusion pour la Ville de Québec, a le mandat de mettre en place une politique de diversité, équité et inclusion. « Une politique de diversité, d'équité et d'inclusion n'est pas uniquement parce que tu as des gens racisés, c'est parce que tu veux que tous les citoyens soient bien représentés. C'est bon pour n'importe quelle municipalité... si vous voulez réellement voir la représentation de votre diversité dans votre société, vous avez besoin d'équité. Beaucoup de gens souhaitent reconnaître et favoriser la diversité et l'inclusion comme idée, mais il te manque le comment tu vas le faire? C'est par l'équité que ça passe. Ce n'est pas juste d'avoir ou de voir cette diversité. Par exemple, pour qu'il y ait plus de femmes, il faut les aider en leur donnant des outils pour se rendre là où on veut qu'elles aillent. Il y a beaucoup de chemin à faire entre avoir la diversité et avoir de l'inclusion» . (24)

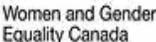
## MISER SUR LA MIXITÉ ET LA PARITÉ POUR CONTRER LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE

La philosophe féministe Françoise Collins (25) rejoint les visées d'inclusion et de diversité de notre projet. Selon elle, c'est par la mixité qu'on pourra assurer une plus grande inclusion. « C'est tout l'intérêt de la mixité qui implique une volonté politique d'inclusion tenant compte de la perspective des femmes dans tous les dossiers et pas seulement dans les thèmes dits de femme (santé, éducation, famille). La question dite des femmes n'est pas une question de femme, même si elle est prioritairement portée par elles : c'est une question de société, la question sociale majeure d'aujourd'hui. Les valeurs



**Bien s'entourer en dotant nos municipalités d'une politique d'égalité!**

**Se munir de nouvelles façons de faire pour apporter une plus grande inclusion sociale!**

 Femmes et Égalité des genres Canada  Women and Gender Equality Canada

 Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale

 CENTRE DE femmes DU HAUT-RICHELIEU

que portent les femmes et qu'elles veulent inscrire dans les structures ne sont pas des valeurs de femmes, mais des valeurs universelles qui concernent chacun ». (26)

Inclusion et équité, Pascale Navarro parle de son côté d'une mixité dans l'atteinte de la parité : « Démontrer l'importance de compter dans la représentation politique autant de femmes que d'hommes. Car au-delà de la parité, c'est l'atteinte de la mixité qui me paraît cruciale, car intrinsèque à l'humanité. Pour ce faire, nous aurions avantage à nous allier aux hommes dans les combats pour l'égalité, car la représentation égalitaire en politique, c'est-à-dire qu'on a autant d'hommes que de femmes siégeant dans les

assemblées politiques, est une responsabilité commune. ... L'égalité des sexes ne devrait plus être uniquement le combat des femmes, de nombreuses initiatives internationales vont dans ce sens » (27). Des exemples forts pertinents touchant certaines avancées en politique sociale, comme les congés parentaux, le service de garderies, démontrent que la femme peut faire une différence appréciable pour tous dans l'espace démocratique qui est un lieu où nous devons agir et pouvons contribuer à changer les choses.

Comme Pascal Navarro, nous croyons qu'il faut aborder la mixité en termes féministes et égalitaristes tout en gardant le cap sur la discrimination systémique. Il faut faire de cette pensée féministe un agent de changement et tenter de créer des structures dans lesquelles les femmes pourront expérimenter et s'exprimer. Dans notre projet, nous souhaitons favoriser l'inclusion et la diversité pour viser la mixité et la parité dans nos pratiques au municipal. En plein accord avec Pascale Navarro, atteindre nos objectifs « n'est pas une addition purement mathématique, mais une production de sens, de quelque chose de plus grand. D'un changement,

d'une évolution vers autre chose ». Françoise Collins fait un pas de plus en affirmant que « l'accès des femmes au rôle de sujets politiques doit mener à une redéfinition de la société. Il ne s'agit pas de leur « faire une place » dans un espace construit, mais de leur permettre de donner lieu à du nouveau ». Alors, en recrutant, initiant et accompagnant des femmes en coulisse du monde municipal, on espère semer quelques bonnes graines qui permettront de changer les choses et de se rapprocher d'une « vraie égalité ».

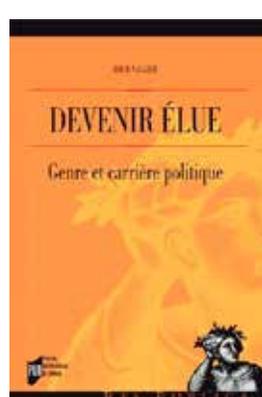
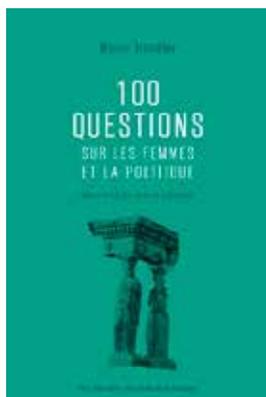
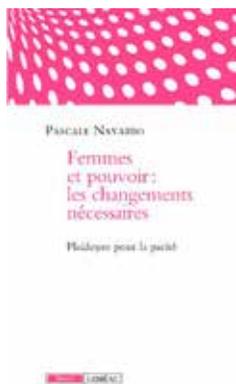
« On ne peut plus se contenter d'une illusion d'égalité. ... La seule chose qui manque aujourd'hui au Québec et au Canada est la plus importante : la résolution de faire de l'égalité des sexes une valeur centrale du leadership politique. Valeur qui pourrait s'incarner dans la parité et la mixité égalitaire... Les femmes ne sont pas assez nombreuses dans les instances où se prennent les décisions. Il faut qu'elles soient présentes non pas pour exercer une influence, mais pour contribuer aux décisions, modeler la politique, et, pourquoi pas, inventer. Atteindre la mixité dans nos instances sera la seule façon d'y arriver» . (28)

Toute cette littérature alimente et confirme la pertinence de réaliser nos deux projets-pilotes, visant à ouvrir les horizons aux exclues du système politique municipal. Revoir les notions de parité, de diversité, d'inclusion et d'équité guideront notre réflexion dans l'organisation d'ateliers d'initiation de femmes à l'appareil consultatif municipal pour tenter de les mobiliser afin que, par la suite, elles s'impliquent davantage dans leur municipalité. Qui sait, ces implications mèneront peut-être à leur autorecrutement.



## Sources d'information

- 1) Ensemble pour l'égalité, Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes vers 2021, Secrétariat à la condition féminine, 2017 <http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Egalite/strategie-egalite-2021.pdf>
- 2) Femmes et pouvoir : les changements nécessaires, Pascale Navaro, LEMÉAC, 2015
- 3) Femmes et pouvoir : les changements nécessaires, Pascale Navaro, LEMÉAC, 2015
- 4) Genre et professionnalisation de la politique municipale Anne Mévellec et Manon Tremblay, Presse de l'Université du Québec, 2016 page 8 et 4
- 5) Mévellec et Tremblay (2016) page 44
- 6) idem
- 7) Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (section II, articles 61)
- 8) Françoise Collins, Anthologie québécoise, 1977-2000, Montréal, Édition Remue-Méninge, 2014, page 71
- 9) Pascale Navaro (2015), page 15 et 16
- 10) Magazine Ensemble avec nos différences, édition de janvier 2021, page 26
- 11) Mévellec et Tremblay (2016), page 52
- 12) Mévellec et Tremblay (2016), page 66
- 13) Magazine Ensemble avec nos différences, Jean Fortin, ancien maire de Baie-Saint-Paul, édition de septembre, pages 12-16
- 14) Mévellec et Tremblay (2016) page 65
- 15) Magazine Ensemble avec nos différences, Thérèse Lamy, ancienne conseillère, édition de janvier 2021, pages 17-19
- 16) Le boys' club ou comment le pouvoir appartient aux hommes, ensemble, Martine Delvaux, Salon Érudit, 2017, <https://salons.erudit.org/2017/10/03/le-boys-club>
- 17) Magazine Ensemble avec nos différences, Jean Fortin, ancien maire de Baie-Saint-Paul, édition de septembre, pages 12-16
- 18) Pascale Navarro (2015) page 29
- 19) Mévellec et Tremblay (2016), page 85
- 20) Jean Fortin, entrevue dans le magazine Ensemble avec nos différences de septembre 2021
- 21) Maude Navarre, Devenir élues, genres et carrière politique, 2015, Rennes, Presse universitaire de Vennes
- 22) Françoise Collins, Anthologie québécoise, 1977-2000, Montréal, Édition Remue-Méninge, 2014, page 75
- 23) Camille Esther Garon, témoignage dans le magazine Ensemble avec nos différences, juin 2021, pages 6-10
- 24) Iréna Florence Harris, témoignage dans le magazine Ensemble avec nos différences, juin 2021, pages 6-10
- 25) Françoise Collins, Anthologie québécoise, 1977-2000, Montréal, Édition Remue-Méninge, 2014, page 75
- 26) Françoise Collins, Anthologie québécoise, 1977-2000, Montréal, Édition Remue-Méninge, 2014, page 75
- 27) Pascale Navarro (2015), pages 8 et 9
- 28) Idem page 89



# MERCI À NOS PARTENAIRES, COLLABORATEURS ET COLLABORATRICES

Notre Réseau éprouve une grande fierté envers les appuis reçus et ses collaborations avec le milieu. C'est pour quoi, nous tenons à remercier tous celles et ceux qui contribuent à la réalisation de son projet actuel, Je m'implique dans ma municipalité, et à la publication de ce magazine Ensemble avec nos différences. Merci à notre partenaire financier Femmes et Égalité des Genres Canada. Merci à nos élu.e.s pour leur précieux appuis.



Femmes et Égalité  
des genres Canada

Women and Gender  
Equality Canada

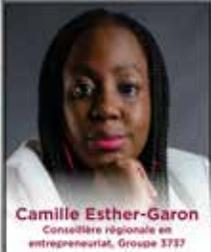
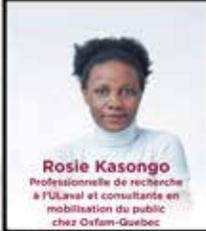
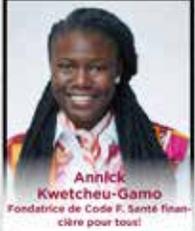
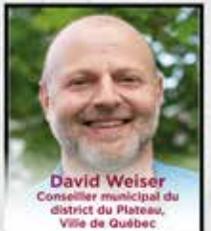
## UN COMITÉ CONSULTATIF POUR GUIDER SA DÉMARCHE D'INCLUSION DES FEMMES EN POLITIQUE MUNICIPALE

Notre Réseau s'est doté d'un comité consultatif pour alimenter la réflexion, nourrir la démarche initiée et la réalisation des activités à venir dans le cadre de son projet sur l'inclusion des femmes en politique municipale. Formé d'une dizaine de personnes issues du milieu politique au municipale, des communautés culturelles de Québec et de représentantes de ses partenaires (Conseil du statut de la femme, Groupe Femme Politique et Démocratie et Ville de Québec), ce comité partageront leur avis sur les activités réalisées et celles à venir.

## Je m'implique dans **ma** municipalité.

PARITÉ • ÉQUITÉ • DIVERSITÉ • INCLUSION

Comité  
consultatif  
externe

 <b>Camille Esther-Garon</b> Conseillère régionale en entrepreneuriat, Groupe 3787	 <b>Jean Fortin</b> Maire à la retraite après plus de 32 ans	 <b>Winnie Frohn</b> Professeure retraitée de UGAP et ancienne élue
 <b>Rosie Kasongo</b> Professionnelle de recherche à l'ULaval et consultante en mobilisation du public chez Oxfam-Québec	 <b>Annick Kwetcheu-Gamo</b> Fondatrice de Code F, Santé finan- cière pour tous!	 <b>Caroline Roy</b> Vice-présidente et associée à la firme Léger
 <b>Mona Sebbane</b> Conseillère en collaboration régio- nale et en relations internationales Conseil du statut de la femme	 <b>Nathalie Lavoie</b> Pédagogue, analyste politique et affaires publiques, Groupe Femmes Politique et Démocratie	 <b>David Weiser</b> Conseiller municipal du district du Plateau, Ville de Québec



**CATHERINE DORION**  
Députée de Taschereau



**ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC**

**Bureau de circonscription**  
275, rue du Parvis, bureau 300  
Québec (Québec) G1K 6G7  
Tél. 418 646-6090  
Télé. 418 646-6088  
Catherine.Dorion.TASC@assnat.qc.ca

**Sol Zanetti**  
Député de Jean-Lesage



**ASSEMBLÉE NATIONALE  
DU QUÉBEC**

1750 avenue De Vitre  
Bureau 303  
Québec, G1J 1Z6  
418 648-6221  
sol.zanetti.jele@assnat.qc.ca



**Julie  
Vignola**

Députée fédérale de Beauport-Limoulu

2000, avenue Sanfaçon, bureau 101  
Québec (Québec) G1E 3R7  
julie.vignola@parl.gc.ca  
418 663-2113



JulieVignola.qc.ca JulieVignolaBq JulieVignolaBL JulieVignolaBq

DÉPUTÉE DE BEAUPORT • CÔTE-DE-BEAUPRÉ • ÎLE D'ORLÉANS • CHARLEVOIX

**CAROLINE  
DESBIENS**

*fait équipe  
avec vous!*



**BUREAUX**

Bureau principal  
9749, boul. Sainte-Anne, bureau 100  
541-Arue-de-Beaupré, Québec, G0A 3C0  
Tél. : 418-827-6776 Téléc. : 418-827-7077

735, boul. de Cimourne, bureau 102  
La Malbaie, Québec, G5A 1T1  
Tél. : 418-665-6566 Téléc. : 418-665-6166

caroline.desbiens@parl.gc.ca

Objectif **PARITÉ**

**Réseau femmes  
et politique municipale**  
de la Capitale-Nationale



Femmes et Égalité  
des genres Canada  
Woman and Gender  
Equality Canada

**Femmespolitique.net**

Notre Réseau relance les MRC, villes et municipalités afin de leur offrir sa collaboration pour favoriser l'inclusion des femmes, élues ou intéressées à s'investir dans le développement de leur municipalité. En plus d'offrir de l'accompagnement dans la rédaction de politique d'égalité, il développe actuellement des outils d'accompagnement visant l'élimination d'obstacles systémiques pouvant affecter l'atteinte de la parité et surtout favoriser une implication accrue des femmes, dans toute leur diversité, à des niveaux décisionnels dans nos municipalités.

DÉPUTÉ

*Mario*

**Asselin**  
VANIER - LES RIVIÈRES



**418-644-3107**

Mario.Asselin.VANI@assnat.qc.ca



**Émilie Foster**

Députée de  
Charlevoix-Côte-de-Beaupré  
et adjointe parlementaire de la  
ministre de l'Enseignement supérieur

emilie.foster.chcb@assnat.qc.ca



Bureaux de circonscription

**Côte-de-Beaupré**

10989, boul. Ste-Anne, suite 101  
Beaupré (Québec) G0A 1E0  
Téléphone : 418 827-5113  
Télécopieur : 418 827-4300

**Baie-Saint-Paul**

965, Monseigneur-de-Laval, bair. 101  
Baie-Saint-Paul, (Québec) G3Z 2W3  
Téléphone : 418 435-0395  
Télécopieur : 418 435-6625

**La Malbaie**

444 B, rue St-Étienne  
La Malbaie, (Québec) G0A 1H4  
Téléphone : 418 665-6345  
Télécopieur : 418 665-4217



@Emilie\_Foster



emilie.foster



Emilie Foster Députée

# Je m'implique dans ma municipalité.

ÉGALITÉ • DIVERSITÉ • INCLUSION • ÉQUITÉ



**Réseau femmes  
et politique municipale**  
de la Capitale-Nationale

**Femmespolitique.net**

## Favoriser l'inclusion des femmes et valoriser l'apport de la diversité au sein des municipalités de la région de la Capitale-Nationale.

Repenser l'accueil et l'intégration des femmes dans leur participation citoyenne visant une plus grande inclusion sociale des femmes issues de la diversité est actuellement nécessaire pour favoriser une plus grande implication des femmes à des niveaux décisionnels dans nos communautés.

Par ce projet, le Réseau femmes et politique municipale de la Capitale-Nationale souhaite:

- Contribuer à l'élimination d'obstacles systémiques en promouvant des politiques et des pratiques inclusives;
- Accroître les réseaux et la collaboration;
- Accélérer le changement systémique et soutenir une répartition positive du pouvoir, du droit de parole et du pouvoir décisionnel.

## Un portrait régional de la diversité

L'équipe du Réseau part à la rencontre d'organismes communautaires impliqués auprès des femmes, des élues et gestionnaires de l'agglomération de Québec et des MRC de la région afin de dresser un portrait de la situation pour la Capitale-Nationale en matière de diversité et d'inclusion. Le Réseau souhaite mieux comprendre les pratiques actuelles au municipal, tout en complétant ses outils d'accompagnement des MRC par l'ajout d'un volet d'inclusion et de diversité. Pour ce, il recueillira des témoignages et informations par le biais des activités de recherche suivantes :

- Revue de la littérature et recherche sur le Web
- Ateliers d'information et d'échange
- Sondages
- Groupes de discussion

## Des projets pilotes d'intégration de femmes au sein des milieux de la politique municipale

En leur faisant vivre une expérience au sein de l'appareil consultatif municipal, le Réseau souhaite mobiliser et accompagner les femmes dans leur cheminement en les appuyant dans leur participation citoyenne. Une série d'activités de présentation, d'initiation et d'intégration permettra de renforcer le vivre-ensemble et valoriser les bienfaits d'une plus grande diversité grâce à l'implication accrue de toutes les femmes.

- Projet pilote pour l'inclusion des femmes au sein de conseils de quartier de la Ville de Québec
- Projet pilote, hors grands centres, par la création et la mise en place d'un mode de consultation citoyens-citoyennes favorisant la participation et l'inclusion des femmes au sein des processus décisionnels des municipalités

## Des outils d'accompagnement renforcés et bonifiés

En collaboration avec plusieurs partenaires, le Réseau vise à revoir ses manières de réseauter et d'accompagner les femmes en politique municipale en développant des outils destinés aux MRC et aux municipalités, et ce, en adaptant ses démarches de mobilisation citoyenne pour favoriser une plus grande participation de femmes issues de la diversité.

## Des communications maintenues

Suivez l'évolution de nos travaux et participez aux activités liées à ce projet :

- Activités de réseautage
- Bulletin électronique
- Magazine *Ensemble avec nos différences*
- Médias sociaux (Facebook, LinkedIn et Instagram)



Femmes et Égalité  
des genres Canada

Women and Gender  
Equality Canada

**Pour vous inscrire à notre liste de diffusion d'informations et nous contacter:**

**418 681-6211 poste 234**  
**femmespolitique@gmail.com**

Ce projet est réalisé grâce à l'appui financier du Ministère Femmes et Égalité des Genres Canada, en tant que récipiendaire du Fonds de réponse et relance féministes du Canada.





# CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 AU QUÉBEC : UN RECUIL POUR PLUSIEURS FEMMES

## Quatre groupes particuliers plus touchés au sein de la population: les femmes, les adolescents, les enfants et les aînés

- Alourdissement des tâches domestiques, présence en baisse sur le marché de l'emploi, accroissement de la charge mentale, conciliation travail-famille mise à mal... À de multiples égards, la pandémie de COVID-19 a affecté plus durement les femmes que les hommes au cours des deux dernières années au Québec, au point de faire craindre une détérioration de la condition féminine.
- Souvent perçue comme un symbole d'émancipation et d'égalité entre les genres, la représentation des femmes dans la population active en a pris pour son rhume depuis le début de la crise sanitaire.
- Non seulement les femmes ont été davantage touchées par les pertes d'emplois liées au ralentissement de l'économie à partir du printemps 2020, mais elles ont également mis plus de temps que les hommes à récupérer les postes perdus.

## Femmes au front:

- La prédominance des femmes dans certains secteurs de l'économie les plus durement touchés par la crise sanitaire, notamment la restauration et l'hébergement, a contribué à creuser cet écart.

## Conciliation travail-famille

- La fermeture des écoles et des services de garde a représenté un véritable casse-tête pour des milliers de parents québécois. Certaines ont dû abandonner leur emploi, de façon temporaire ou permanente, ou ont été contraintes de diminuer leur nombre d'heures travaillées pour s'occuper des enfants.
- Au début de la pandémie révélait que 53 % des femmes avaient l'impression que le partage des tâches liées aux enfants dans leur couple était équitable, comparativement à 75 % des hommes.

(Source: Louis Gagné, Le Soleil et Ici-Radio-Canada)

## Pertes d'emploi:

- 38 000 emplois de moins par rapport à l'avant-pandémie.
- L'écart se creuse par une augmentation de l'écart entre le taux d'emploi des hommes et celui des femmes qui est passé de 6,3 % en 2019 à 7,1 % en 2021



Impacts et situation difficile pour les femmes durant la pandémie